

Canadian  
Forces  
College

Collège  
des  
Forces  
Canadiennes



## LA SYRIE... EN ROUTE VERS LA DÉMOCRATIE?

Major J.D.M. Laflamme

**JCSP 38**

**Master of Defence Studies**

**Disclaimer**

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the  
Minister of National Defence, 2012, 2014.

**PCEMI 38**

**Maîtrise en études de la défense**

**Avertissement**

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le  
ministre de la Défense nationale, 2012, 2014.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES  
JCSP 38 – PCEMI 38  
2011 – 2012

MASTER OF DEFENCE STUDIES – MAÎTRISE EN ÉTUDES DE LA DÉFENSE

**LA SYRIE... EN ROUTE VERS LA DÉMOCRATIE?**

Par le major J.D.M. Laflamme

*“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”*

Word Count: 24 147

*“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”*

Compte de mots : 24 147

## INTRODUCTION

Âgée de plus de 5000 ans, la Syrie est l'un des plus vieux pays du monde. Elle a vu passer plusieurs grandes civilisations, entre autres les empires Romain et Ottoman. Elles se sont succédées, l'une après l'autre, et dans la majorité des cas, c'était des régimes royaux, des conquêtes, des colonisateurs et des dictatures. Toutefois, malgré certaines tentatives, la démocratie n'a jamais vraiment pris racine et la Syrie n'est jamais vraiment parvenue à se démocratiser par elle-même. Ce concept est demeuré un idéal tout au cours de son histoire mais ne s'est jamais concrétisé. Depuis le mouvement révolutionnaire du printemps arabe à la fin de 2010 en Tunisie, cet idéal est devenu une réalité possible à atteindre.

Vers la fin de l'époque de la colonisation française en 1943, le premier président de la république a été élu, et les sunnites prirent le pouvoir, au grand désarroi des Alaouites. Une des volontés du président, dès son assermentation, était d'obtenir le départ des colonisateurs et ce, d'une façon définitive après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En avril 1946, la France quitta la Syrie. À cette époque, la France avait pris certains moyens pour que la Syrie hérite d'un système politique pluraliste. De plus, elle avait jeté les bases pour en arriver à une démocratie en s'assurant de mettre en place une transition graduelle des pouvoirs avec la Syrie<sup>1</sup>. Toutefois, les efforts soutenus ont été chambardés par une multitude de coups d'États. Par la suite, la Syrie, membre de la Ligue arabe, a pris part à la première guerre contre l'établissement de l'État d'Israël en 1948, ce qui a résulté en une défaite et le déclenchement d'une instabilité politique majeure. À partir de ce moment, les coups d'États, pour la majorité provoqués par la gence militaire, se sont succédés un parti après l'autre et dont le premier le fut par une faction pro-irakienne suivie d'une faction pro-égyptienne<sup>2</sup>. En 1955, des élections ont eu lieu à nouveau et le premier président, élu en 1943, revint au pouvoir. En 1958, la Syrie signe un traité d'union avec l'Égypte de Nasser, appelé la République arabe unie, mais il prendra effet trois ans plus tard. Suite à ce traité, deux événements majeurs ont façonné la Syrie telle que nous la connaissons aujourd'hui. Le premier a été la séparation des

---

<sup>1</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 33.

pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, ainsi que la prise de pouvoir et de contrôle de l'appareil militaire par une entité politique civile en 1958<sup>3</sup>. L'autre fut la prise de pouvoir du parti Baas en 1963<sup>4</sup>.

Avec l'arrivée du parti Baas au pouvoir en 1963, la population était témoin d'un vent de changement et d'une volonté pour arriver à une démocratie. Ce vœu, tant souhaité par la population, redonnait espoir aux Syriens. L'élite politique et les militaires se sont mis ensemble pour tenter de restructurer le système politique et apporter une stabilité durable<sup>5</sup>. Toutefois, cette tentative fut vite assombrie par des conflits internes entre la gènte militaire et l'élite politique civile qui dirigeait le pays. Les conflits internes, jumelés à la puissante défaite des pays arabes lors de la guerre de Six jours de 1967, n'ont fait qu'accentuer les problèmes et les tensions au sein du parti. Une fois de plus, la population était dans l'impasse due au manque de leadership et l'insouciance de ses dirigeants face à leurs besoins criants. L'élite présidentielle civile, avec le parti Baas et le régime militaire sous son égide, prônait au moment de prendre le pouvoir en 1963 qu'elle mettrait tous les efforts sur l'économie, les problèmes sociaux et les affaires politiques. Cependant, l'instabilité durant cette période créa une incertitude au sein de la population et incita certains groupes bien organisés à prendre le pouvoir. Ces groupes proposaient une structure plus adaptée aux attentes de la population. Au début des années soixante, le gouvernement avait pris le contrôle en centralisant les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, sous le leadership du commandant en chef de la révolution<sup>6</sup>. Toutefois, ces débats et ces changements idéologiques, beaucoup trop abstraits pour la majorité de la population, ont eu un effet de désintéressement de la part du peuple syrien<sup>7</sup>. De plus, la menace d'invasion d'Israël et de la Turquie dans certaines parties de la Syrie n'a certes pas aidé la situation volatile interne. La somme de ces événements ont fait basculer l'opinion populaire voulant une démocratie vers une

---

<sup>3</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 1.

<sup>4</sup>*Ibid*, p. 2.

<sup>5</sup>*Ibid*, p. 8.

<sup>6</sup>*Ibid*, p. 5.

<sup>7</sup>*Ibid*, p. 12.

idéologie plus nationaliste. Le nationalisme était mieux compris et rejoignait davantage la population en général, car elle venait tout juste de le vivre lors de la cessation de la République arabe unie. Étant donné le peu de connaissances des dirigeants à cette époque pour établir les bases d'une démocratie, la population a changé de cap et a basculé vers le concept nationaliste au dépend de la démocratie. Au plus haut point de la Guerre froide, les partis communiste, socialiste et nationaliste étaient de plus en plus populaires. C'est alors que les Frères musulmans en Syrie et les propagandes anti-ouest et anti-américaines ont vu le jour<sup>8</sup>. En considérant toutes ces variables, celles-ci ont contribué au coup d'État du régime Al-Assad en 1970. Le coup d'État du 16 novembre 1970 a ravivé le sentiment nationaliste et a permis d'empêcher les groupes extrémistes musulmans de prendre le pouvoir<sup>9</sup>. Ce coup d'État a été surnommé comme étant celui de la correction des erreurs du passé du régime au pouvoir entre 1966 et 1970.

De 1970 à son décès en 2000, le Président Hafiz Al-Assad et le parti Baas ont fait plusieurs changements à la structure du pouvoir et ont amendé la constitution syrienne par l'ajout d'articles ayant force de loi. Ces changements à la constitution étaient uniquement pour s'octroyer des pouvoirs suprêmes additionnels afin d'être en mesure de contrôler toutes les institutions gouvernementales, incluant les nominations partisans, l'entrée en guerre contre un autre État, etc. Ces changements fondamentaux ont permis au Président Al-Assad de mettre en place un régime de répression totalitaire, basé sur des principes communistes-léninistes soviétiques malgré qu'il fût un nationaliste arabe dans l'âme<sup>10</sup>. Son régime a été caractérisé comme étant un régime sanglant et sans merci à l'endroit des sunnites et face aux activistes libéraux. En 1982, les Frères musulmans (d'origine sunnite) et la ville de Hama ont été complètement pulvérisés par l'artillerie de l'Armée du Président Hafiz Al-Assad<sup>11</sup>. Ce n'est qu'un exemple pour démontrer son intransigeance. Malgré de multiples actes de répression contre les extrémistes sunnites,

---

<sup>8</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 3.

<sup>9</sup>*Ibid*, p. 12.

<sup>10</sup>Barry Rubin, *The truth about Syria* (New York : Palgrave Macmillan) 2007, p. 51.

<sup>11</sup>Youngblood Coleman, Denise, "Syria Defence & Security Report", extrait de *CountryWatch* 3, N° 3 (Fall 2011), p. 10; <http://web.ebscohost.com/ehost/results?sid=07e49cc8-638c-4852-a179-333c302ea965%4 htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

le président Al-Assad avait, au sein de son régime, plusieurs amis sunnites nommés dans des positions d'influence clés, entre autre, son Ministre des affaires extérieures, son Ministre de la défense, et par la suite, son Vice-président<sup>12</sup>. Ils étaient tous des amis de longue date depuis qu'ils avaient fréquenté le Collège militaire de Homs<sup>13</sup>. Étant plutôt du type isolationniste, le Président Al-Assad a essayé tant bien que mal de s'impliquer dans les affaires externes régionales, en prenant part au conflit de la première Guerre du Golfe de 1991. Plus tard, il a tenté de négocier un cessez-le-feu avec Israël et de tenter de débloquent le bras de fer sur la question palestinienne sous le leadership du Président Bill Clinton. Toutefois, à la dernière minute, l'entente ne s'est pas concrétisée pour des raisons politiques partisans en Israël. Il n'a jamais pu continuer le processus de paix car il est décédé peu de temps après.

Suite à sa mort, son fils Bashar Al-Assad a bénéficié du transfert de la majorité des pouvoirs acquis par son père au cours de ses 30 années. Dès sa nomination en 2000 comme successeur de son père, le nouveau président, Bashar Al-Assad, a voulu démontrer qu'il pouvait être aux commandes d'un régime totalitaire et autocrate sans pour autant être aussi intransigent que son père. Il a commencé par mettre les priorités sur les réformes économiques plutôt que sur les réformes politiques<sup>14</sup>. Une tactique bien calculée car il était très conscient que la stabilité du pays passait par la prospérité de celui-ci. Il en était venu à la conclusion que tant et aussi longtemps que les gens étaient pauvres et sans éducation, il n'y aurait pas de démocratie possible en Syrie<sup>15</sup>. Il a également pris part à une multitude de visites d'État auprès de ses anciens ennemis (Jordanie et Irak) sans oublier ses liens avec l'Iran et le Hezbollah, et ainsi pallier à la tendance isolationniste de ce régime. Il semblait avoir une certaine ouverture face aux réformes sociales et politiques ainsi qu'aux droits humains jusqu'à ce que la réalité le rattrape et que le tout dégénère entre l'ancienne garde et la nouvelle. Au printemps 2000,

---

<sup>12</sup>Barry Rubin, , *The truth about Syria* (New York : Palgrave Macmillan) 2007, p. 51.

<sup>13</sup>*Ibid*, p. 52.

<sup>14</sup>Volker Perthes, *Syria under Bashar al-Assad: Modernisation and the Limits of Change* (New York : Oxford University Press, 2004), p. 5.

<sup>15</sup>Youngblood Coleman, Denise, "Syria Defence & Security Report", extrait de *CountryWatch* 3, N° 3 (Fall 2011), p. 20; <http://web.ebscohost.com/ehost/results?sid=07e49cc8-638c-4852-a179-333c302ea965%4 htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

plusieurs membres de l'élite du parti Baas et de l'ancienne garde nommés sous le régime de son père se sont exprimés en défaveur des actions du Président Al-Assad. Ces actions consistaient à générer des discussions au sein des groupes étudiants, avec des gens d'affaires, etc. Suite à ces événements, à partir de l'automne 2000, certains d'entre eux ont été mis à la retraite, arrêtés et emprisonnés pour avoir pris des positions libérales et avoir été à l'encontre de ses directives. Le tout s'est terminé en mars 2001, ce qui a mis fin au printemps de Damas<sup>16</sup>. Durant cette période de transition, il a effectué un remaniement complet de son cabinet décisionnel<sup>17</sup>. Ensuite, il a remplacé soixante-quinze pourcent des 60 personnes occupant des positions clés à travers l'Armée, le parti Baas et au sein de l'appareil gouvernemental<sup>18</sup>. La majorité de ces technocrates qui ont remplacé l'ancienne garde ont fait leurs études dans les pays occidentaux<sup>19</sup>. Cette nouvelle génération amenait un nouveau bagage d'expérience. Elle comprenait la signification de la globalisation et l'importance d'intégrer la technologie au sein de l'économie syrienne<sup>20</sup>.

Malgré plusieurs changements, le Président Al-Assad est malheureusement revenu sur les mêmes fondements que son père avait mis en place, soit un gouvernement central fort, basé sur le parti Baas, muni d'une force de sécurité robuste afin de veiller au maintien du régime<sup>21</sup>. En se basant sur des cas réels comme ceux de l'Irak, il a fait mention, durant plusieurs de ses allocutions publiques, que des changements politiques rapides pourraient complètement déstabiliser le pays. Le président a donc décidé d'opter pour la continuité tout en statuant que les erreurs du passé devaient tout de même être

---

<sup>16</sup>Youngblood Coleman, Denise, "Syria Defence & Security Report", extrait de *CountryWatch* 3, N° 3 (Fall 2011), p. 18-19; <http://web.ebscohost.com/ehost/results?sid=07e49cc8-638c-4852-a179-333c302ea965%4 htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

<sup>17</sup>*Ibid*, p. 10.

<sup>18</sup>Volker, Perthes, *Syria under Bashar al-Assad: Modernisation and the Limits of Change* (New York : Oxford University Press, 2004), p. 9.

<sup>19</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 50.

<sup>20</sup>Youngblood Coleman, Denise, "Syria Defence & Security Report", extrait de *CountryWatch* 3, N° 3 (Fall 2011), p. 10; <http://web.ebscohost.com/ehost/results?sid=07e49cc8-638c-4852-a179-333c302ea965%4 htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

<sup>21</sup>*Ibid*, p. 12.

prises en considération afin de mieux reconstruire l'avenir. En 2003, il a continué à faire des promesses telles que la création d'universités civiles, de l'établissement d'un système bancaire fiable et de la libération des prisonniers<sup>22</sup>, mais très peu d'actions concrètes en sont ressorties<sup>23</sup>. Par la suite, il a promis à nouveau des changements économiques en éducation et au niveau de l'administration (corruption, bureaucratie), mais aucun plan n'a été mis de l'avant<sup>24</sup>. Fait marquant, il a repris les négociations de paix avec Israël pour en venir à un cessez-le-feu entre les deux pays qui sont toujours en guerre depuis les années 40. Toutefois, le déclenchement de la Guerre du Golfe en 2003 a remis le processus de paix sur la glace et n'a jamais été reconsidéré depuis. Pourtant, le jeune président avait de bonnes intentions au tout début de son mandat. Comme commandant en chef de l'armée, Secrétaire-général du parti Baas et de la secte Alaouite, il a continué à faire des nominations partisans au sein des différentes sphères de la société, tant au niveau universitaire et judiciaire que de la gente armée. Toutefois, son inaction dans la majorité des autres domaines où il avait publiquement indiqué qu'il y aurait des changements socio-économiques ainsi qu'une ouverture du côté politique, l'a tout simplement discrédité. Il a continué à faire des arrestations de masse et à persécuter la population. Le vent de changement a été ravalé avec amertume.

Lors du déclenchement du mouvement de protestation du printemps arabe dans les autres pays de la région, il est demeuré avare de commentaires. En fait, le peuple syrien avait une certaine peur d'agir. Toutefois, le mouvement de protestation a progressivement emboîté le pas et a tenté de forcer le régime Assad à mettre en place une nouvelle constitution, à arrêter les persécutions en prônant les Droits humains, à instaurer des changements majeurs dans la façon dont le régime totalitaire se comportait. Face à ce tollé, la réponse du régime a été cruelle, et la situation a dégénéré rapidement. La communauté internationale a condamné à maintes reprises le régime pour le niveau disproportionné de la force utilisée contre le mouvement. Malgré la pression constante de la communauté internationale, le Président Al-Assad a toujours refusé de négocier.

---

<sup>22</sup>Youngblood Coleman, Denise, "Syria Defence & Security Report", extrait de *CountryWatch* 3, N° 3 (Fall 2011), p. 15; <http://web.ebscohost.com/ehost/results?sid=07e49cc8-638c-4852-a179-333c302ea965%4 htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

<sup>23</sup>*Ibid*, p. 13.

<sup>24</sup>*Ibid*, p. 15.



Après plus de deux ans de conflits sanglants faisant des dizaines de milliers de morts et plusieurs centaines de milliers de réfugiés hébergés chez les voisins, la Syrie, avec une population de 22 millions d'habitants, est devenue le seul pays où la révolution fait toujours rage, et personne peut prédire la fin des hostilités. En fait, la situation ne fait que s'empirer. La Syrie se retrouve aujourd'hui dans un conflit qui a l'allure d'une guerre civile interne, mais qui pourrait être sur le point d'amener au sein de ce conflit ses pays voisins, entre autre, le Liban, la Jordanie et l'Irak. Le conflit confronte principalement deux groupes : la majorité syrienne sunnite contre les forces gouvernementales du président qui possède une Armée robuste et bien équipée. Cette armée est supportée par certains pays étrangers, en plus d'avoir 16 services de sécurité assurant la souveraineté de son pays et de son régime. La majorité des minorités, Alaouites chiites, Chrétiens, Druzes et Ismaéliennes sont protégées en partie pour des raisons historiques mentionnées auparavant, à l'exception des sunnites.

Ayant fait un survol historique de la Syrie jusqu'à la guerre civile de 2011 qui fut déclenchée par le mouvement de révolution étudiante du printemps arabe, il est pertinent de se poser la question, à savoir quand le régime Al-Assad tombera ou décidera de négocier, car le processus de changement est enclenché et est irréversible. Mettant en perspective les différentes tentatives non-concluantes de démocratisation des différents dirigeants syriens au cours des soixante-dix dernières années, est-ce que la Syrie est prête pour une transition vers la démocratie? Depuis le début du printemps arabe, plusieurs pays du Moyen-Orient ont vécu et sont encore en train de vivre des changements sans précédent. La Syrie fait face à l'une des plus grandes crises politiques et humanitaires de son histoire. Elle subit les contrecoups du vent de changement entamé par les peuples à la fin 2010 et début 2011. Ce projet de recherche tentera de démontrer que la Syrie n'arrivera pas à une démocratisation comme dans les autres pays arabes. Le régime de Bashar Al-Assad a failli à toutes les tentatives et les opportunités inimaginables d'en arriver à un règlement négocié et pacifique. La profondeur des problématiques a été aggravée par le fait que le régime Al-Assad tient à demeurer au pouvoir à tout prix et jusqu'à un point de non-retour. Si la Syrie arrive à une forme de démocratie, ce sera dans plusieurs années et sous une forme hybride entre un régime autocratique et une démocratie à l'image de l'Occident.

Pour ce faire, le premier chapitre de ce projet traitera des trois piliers fondamentaux sur lesquels repose le régime Al-Assad, soit le parti Baas, la gence militaire et les forces de sécurité, et finalement la bureaucratie ministérielle qui supporte l'ensemble du régime et les deux autres piliers. Pour chaque pilier, il y aura une description de sa raison d'être, de sa structure, de son rôle et de ses responsabilités face aux attentes du régime. Le deuxième chapitre traitera spécifiquement des principaux opposants au régime, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Syrie. Chaque groupe identifié sera décrit avec sa raison d'être, son rôle et sa position face au régime au fil du temps. Finalement, le troisième chapitre de ce projet traitera de la situation actuelle sur le terrain, en particulier, la position géopolitique de la Syrie et l'impact dans le cas d'un débordement au-delà de ses frontières, le bras de fer et les dilemmes de la communauté internationale, les impacts d'une militarisation de ce conflit, et pour terminer, les groupes minoritaires ethnoculturels de la Syrie, avec leurs défis et leurs préoccupations post-Assad. La description détaillée des trois piliers auxquels le régime Al-Assad s'appuie pour demeurer en place, et son évolution avant et depuis le début du conflit est illustrée ci-dessous.

## CHAPITRE 1 – LES TROIS PILIERS DU RÉGIME

Dès la prise du pouvoir du régime Al-Assad en 1970, il y a eu une réorganisation complète du partage des pouvoirs et du poids que chacun des trois piliers aurait. Ce bouleversement au sein des trois piliers du pouvoir de l'État avait pour but de permettre au Président Al-Assad de maintenir son régime en place. Pour assurer sa survie, le président a su mettre en place une structure de type pyramidale où les trois piliers se chevauchaient tout en étant dépendants les uns des autres. Toutefois, le régime a dû réajuster le pouvoir d'influence de chacun au cours des années. La nature humaine étant ce qu'elle est, la corruption, l'abus des privilèges et des faveurs, la propagande ont pris place. La répression de la population et des opposants au régime et le maintien en haleine de tous les services et institutions gouvernementales par des agences de sécurité et de surveillance n'ont cessé d'hypothéquer l'Armée et les forces de sécurité. Les menaces et les guerres internes et externes, les crises palestiniennes et libanaises ont gardé l'exécutif du régime en haleine. Le choc des idéologies concernant la

démocratisation de la Syrie et les difficultés économiques avec peu ou pas d'ouverture aux investissements internationaux ont suscité des débats dus à l'inaction face aux promesses et aux engagements initiaux du régime. Tous ces aspects ont influencé le régime à faire des changements structurels, notamment sur la façon dont les trois piliers et leurs membres devaient se comporter afin d'assurer le maintien du régime Al-Assad en place. Pour essayer d'expliquer le rôle de chacun, leur influence au sein du régime et l'interaction entre eux, ce chapitre traitera des structures fondamentales des pouvoirs du régime. Dans un premier temps, il sera question d'une description de la structure du système politique Baas, du recrutement et de son apport au succès du régime. Ensuite, il traitera de la gence militaire de par sa structure, son rôle, son influence et la rivalité avec les deux autres piliers au service du régime. Finalement, la dernière partie de ce chapitre traitera du support de la bureaucratie ministérielle au sein du régime et auprès des deux autres piliers.

Le parti Baas, lors de la prise du pouvoir en 1963, se voulait le pilier principal de la gestion de l'État et de la société. Son intention était de créer une structure qui serait basée sur une élite dont les membres seraient choisis par le parti et agiraient comme sages pour s'occuper de la création de concepts, de politiques, d'institutions et de lois. Une fois cette structure créée, le parti se chargerait de l'exécution par le biais des institutions gouvernementales tout en générant un appui massif de la population pour supporter cette initiative. Ce système ressemble fondamentalement au modèle léniniste qui se veut être le lien entre l'élite politique et la population par le biais d'une structure décisionnelle composée de plusieurs comités<sup>25</sup>. Entre-temps, afin d'assurer la viabilité du parti Baas à court, moyen et long terme, une des réformes imposées par le régime fut le raffermissement et l'intégration de la structure du parti Baas au sein de la société syrienne. Il avait mis en place une structure de commandement, de conseils et de comités dirigeants afin de s'impliquer intentionnellement jusqu'au plus bas niveau (villages). Pour contrer toute répression et mouvements de contestation, cette structure organisationnelle permettait à l'élite politique, d'origine rurale Alaouite et militaire, de

---

<sup>25</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'hist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 166.

diriger et de coordonner les actions à la requête du président<sup>26 27</sup>. Toutefois, celui-ci gardait le contrôle politique et légal du Commandement national, du Commandement régional, des trois piliers du pouvoir, des commandants de commandements militaires, de l'exécutif et de la direction collégiale du parti Baas, du cabinet ministériel et des ministères clefs<sup>28 29</sup>.

Le président, comme Secrétaire-général, était épaulé par deux assistants subordonnés à lui. Ces trois individus faisaient partie du Commandement national qui est en soi le conseil exécutif suprême du régime<sup>30</sup>. Ce groupe se concentrait spécifiquement sur les affaires extérieures et les politiques arabes, sur les affaires palestiniennes, la doctrine du parti Baas, l'endoctrinement et les affaires publiques et agissait comme la cour disciplinaire du parti. Le président et ses deux assistants furent rejoints par des proches du régime, des sages et des représentants palestiniens, totalisant 20 membres. Ce commandement était subordonné par le Commandement régional qui est, en soi, le lien entre le pouvoir du régime et toutes les entités institutionnelles, les provinces, les districts, les branches et sous-branches, les institutions locales, les manufactures, etc. Son rôle est d'une importance capitale car il se concentre essentiellement sur la stabilité du régime. Il s'occupe de la régie des affaires internes du parti Baas, des affaires socio-économiques du pays et du pouvoir décisionnel en ce qui a trait aux institutions publiques et gouvernementales. Ce conseil est dirigé par le président, comme Secrétaire-régional, et il regroupe essentiellement les commandants militaires et tous les ministres du régime, entre autres, les bureaux des paysans, l'économie, l'éducation, les travailleurs, les étudiants, etc.<sup>31</sup>. C'est à ce niveau que le président exerçait ses demandes où il exprimait ses désirs, ses intérêts et ses orientations et établissait sa vision à long terme, ce à quoi

---

<sup>26</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 16.

<sup>27</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'thist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 156.

<sup>28</sup>*Ibid*, p. 156.

<sup>29</sup>*Ibid*, p. 156.

<sup>30</sup>*Ibid*, p. 169.

<sup>31</sup>*Ibid*, p. 168.

personne ne pouvait vraiment s'objecter. Faisant partie de ses priorités, il a instauré plusieurs mesures de contrôle et de surveillance au sein du régime et de l'appareil gouvernemental et a mis en place un programme d'expansion très détaillé des bases de recrutements du parti pour élargir son influence à tous les niveaux de la société.

Dès les tous débuts, le leadership du congrès régional, subordonné au Commandement régional, a commencé à élire les membres des branches et des sous-branches locales. Ces organisations régionales avaient pour responsabilité de superviser le travail de ces membres qui étaient, selon la doctrine, approuvés par le Parti Baas. Leur rôle était de supporter et d'endosser des candidats qui répondaient aux critères de sélection identifiés par les supérieurs. Toutefois, dans le cas contraire, ils devaient mettre de la pression sur l'individu afin qu'il retire sa candidature, un processus à la fois transparent et biaisé. Pour ce qui est des élections des candidats au sein du Congrès régional, les membres élaient eux-mêmes leurs propres candidats. Cette pratique est demeurée ainsi jusqu'en 1980. Par la suite, le Comité central du parti, qui est l'intermédiaire entre le congrès et le Commandement régional, avait la responsabilité d'élire les candidats. Le Congrès régional pouvait uniquement proposer des noms et la décision reposait sur le Comité central<sup>32</sup>. En 1985, le Comité central avait autorisé le Président Al-Assad à nommer tous les membres de ce même Comité. Entre 1985 et 2000, la majorité des comités et congrès avaient peu ou pas de pouvoir politique et ce, malgré le fait que des représentants du parti Baas se trouvaient à tous les niveaux décisionnels. En fait, malgré qu'une structure fût mise en place, le Président Hafiz Al-Assad a toujours gardé le pouvoir suprême à son niveau. Cette tendance s'est accentuée jusqu'à la veille de sa mort en 2000<sup>33</sup>. Sa présence au sein des différents comités et congrès fut de plus en plus discrète, à un point tel que seuls les cas d'urgence se faisaient par voie téléphonique. Le reste de ses ordres se faisaient par écrit. Il était devenu un dirigeant absent sur le plan domestique. La majorité des décisions étaient prises par le président, assisté par son comité sélect, et les nominations s'avéraient uniquement

---

<sup>32</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 21.

<sup>33</sup>*Ibid*, p. 22.

partisanes<sup>34</sup>. Cette pratique faisait partie intégrante de la doctrine du parti Baas depuis 1963 et était mentionnée dans la constitution de 1973. Elle consistait à intégrer la population au sein des différents comités décisionnels en vue de mieux les contrôler et leur donner un sentiment de faire parti de l'État. Toutefois, cette participation active de la population s'est progressivement effritée entre 1970 et 2000.

En parallèle, il a réussi à faire amender la constitution un peu plus tard en 1973 par l'ajout et l'amendement de huit articles. Ces articles lui ont octroyé tous les pouvoirs nécessaires pour régner sur l'ensemble de la société et les têtes dirigeantes des institutions partisanes Baas, militaires et civiles. En particulier, l'Article 8 lui conférait les pleins pouvoirs comme Secrétaire-général de la République, tandis que l'Article 103 lui octroyait les pouvoirs de Commandant Suprême de l'Armée et des forces de sécurité, et de Commandant Supérieur du leadership central du Front national progressiste<sup>35</sup>. Pour éviter toute confusion au sein de la population, il n'a pas perdu de temps pour ordonner à l'Armée et aux forces de sécurité de prendre des actions appropriées à la moindre contestation et ce, aux quatre coins de la Syrie. Certaines régions connues étaient défavorables au régime dirigé par la minorité Alaouite. Les premiers ciblés par le régime furent Les Frères musulmans (Sunnites) dans les régions de Hama, Alep, Homs, etc. Toutefois, la majorité sunnite s'était dissociée complètement de leurs agissements étant donné qu'elle n'était pas d'accord avec cette méthode et elle voulait garder la paix avec le régime<sup>36</sup>.

En ce qui a trait au système politique, il avait été établi en 1971 et était basé sur un système parlementaire appelé le Conseil du peuple. Cette assemblée législative était composée de 250 membres, élus aux quatre ans. Or, le régime Al-Assad s'est assuré d'avoir le contrôle de cette assemblée en créant, en 1972, le Front national progressiste qui était une coalition majoritairement Baasiste et avait pour tâche de diriger l'Assemblée législative du parlement syrien. Contrairement à son père, le Président Bashar Al-Assad assistait régulièrement aux rencontres du Front national progressiste et donnait les

---

<sup>34</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 22.

<sup>35</sup>*Ibid*, p. 15.

<sup>36</sup>Barry Rubin, *The truth about Syria* (New York : Palgrave Macmillan) 2007, p. 51.

grandes lignes de sa vision sur l'implication du Front national progressiste au sein de la société syrienne<sup>37</sup>. C'est l'Assemblée législative qui a approuvé les demandes de changements constitutionnels du président en 1973. Un des autres amendements à la nouvelle constitution a été de fixer à sept ans la durée du mandat d'un président avant de retourner en élection. Afin de pouvoir garder un contrôle sans pour autant s'objecter à la création et à l'existence d'une opposition, le régime Al-Assad a décidé de permettre une représentation de chaque parti d'opposition en allouant la nomination de deux ministres par parti politique au sein du Conseil des ministres. Ceci n'empêchait pas le parti Baas de garder sa majorité représentative au sein du Conseil des ministres et du Conseil du peuple<sup>38</sup>. De plus, le parti Baas s'était assuré de pouvoir contrôler deux secteurs cruciaux: le recrutement des étudiants et celui du personnel au sein de l'armée afin d'élargir sa base représentative politique et populaire<sup>39</sup>. Suite à l'élection teintée de l'Assemblée législative de 2003, les partis de l'opposition avaient décidé de boycotter le processus, dû au manque de transparence du Président Al-Assad<sup>40</sup>. Le message du président était très explicite et c'est à cette époque que tous les partis ont perdu toute légitimité. Ils ne pouvaient rien changer ou influencer au sein du système parlementaire et par conséquent, ils se sont vu forcés de supporter le parti Baas contre leur gré<sup>41</sup>.

Le Président Al-Assad avait compris, dès son ascension au pouvoir, que le succès et la survie de son régime et du parti Baas était directement proportionnel au nombre de membres à la base. En donnant une voix à tous ceux qui voulaient prendre part au gouvernement et devenir loyal au régime, il permettait d'intégrer les minorités favorables et celles qui l'étaient moins au régime. Celui-ci gardait le plein contrôle sur l'ensemble de son territoire par les membres-ambassadeurs du parti.

Or, une politique de recrutement très exhaustif avait été mise en place pour étendre ses bases à travers les classes sociales et politiques. Pour y arriver, il a dû

---

<sup>37</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 55.

<sup>38</sup>*Ibid*, p. 18.

<sup>39</sup>*Ibid*, p. 19.

<sup>40</sup>*Ibid*, p. 56.

<sup>41</sup>*Ibid*, p. 57.

accélérer le recrutement en diminuant les critères d'adhésion<sup>42</sup>. La raison d'être de ce changement majeur était qu'il voulait mettre l'accent sur le recrutement dans les zones rurales où la majeure partie des minorités ethniques (Alaouites, Druzes, Kurdes, etc.), des paysans et des étudiants se trouvaient. Le régime était également à la recherche de candidats possédant deux attributs particuliers: la loyauté ainsi que le pedigree militaire et ce, dû au fait qu'ils seraient déjà exposés au côté secret de la gence militaire<sup>43</sup>. Le nombre de membres autorisés à temps plein a considérablement augmenté depuis 1963, allant de quelques centaines à 65,000 membres en 1971 et par la suite, au-delà de 71,000 membres à la mort du père Assad en 2000<sup>44</sup>. Toutefois, en incluant les candidats étudiants recrutés pour faire partie du regroupement des jeunes de la Syrie, mis en place en 1970, on en comptait plus de 100,000 en 1974, 375,000 en 1980 et plus de 537,864 membres et candidats en 1984.

Avec des critères d'adhésion plus permissifs, chaque individu (étudiant ou adulte) voulant devenir membre devait passer à travers une période d'endoctrinement ou d'éducation d'une durée de deux ans avant même d'obtenir le statut de membre. Uniquement après cette période et avec le statut de membre actif, un individu avait le droit de voter et de postuler pour un programme d'étude ou un poste. Au fil du temps, les étudiants représentaient un peu plus de 53% du recrutement et la majorité provenait des niveaux primaire et secondaire. 20% représentait les travailleurs de la classe moyenne et 16% les paysans<sup>45</sup>. Un constat assez évident était que la majorité des membres venait des régions rurales étant donné que les familles des grandes villes comme Damas, Latakia, Hama, Homs et Alep étaient très réticentes à joindre le parti Baas. Cette tendance a toujours été une préoccupation du régime Assad car ceci allait à l'encontre de l'intégration des opposants au sein de l'appareil gouvernemental. Avec l'augmentation considérable du nombre de membres, les offres d'emplois au sein de l'appareil

---

<sup>42</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'athist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 178

<sup>43</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 17.

<sup>44</sup>*Ibid*, p. 20.

<sup>45</sup>*Ibid*, p. 21.



gouvernemental et au niveau de l'éducation allaient principalement aux membres. Cette pratique partisane, spécialement pour l'élite du parti Baas, s'était propagée au sein des postes seniors de l'Armée et des forces de sécurité, des postes ministériels et administratifs<sup>46</sup>. Les zones rurales ont rapidement profité du système d'éducation et un bon nombre de jeunes provenant des minorités Alaouites et Druzes ont été diplômés. Ceci a eu pour effet de provoquer plusieurs déménagements vers les grands centres urbains et a permis aux nouveaux diplômés d'accéder à un niveau de vie plus élevé. De plus, ces mêmes diplômés se sont impliqués au sein du régime et ont grimpé dans les échelons au sein des institutions gouvernementales et de l'Armée<sup>47</sup>.

Le parti Baas a joué un rôle primordial dans le maintien du régime au cours des 40 dernières années. Un des grands succès de la survie du régime a été l'intégration de l'État, par le parti Baas, dans la vie de tous les jours et ce, à tous les niveaux de la classe politique et de la société. Un des outils principaux qui a permis au parti Baas d'articuler les désirs du président a été l'expansion du nombre d'adhésion. Ceci lui a conféré un meilleur contrôle sur l'ensemble de la société. De plus, de nombreux projets de loi, d'amendements constitutionnels et de nominations présidentielles partisanes ont été supportés par le Front national progressiste à l'Assemblée législative, ce qui permit le maintien du régime pour contrer vents et marées. Toutefois, au fur et à mesure que le régime prenait de l'âge, le rôle des différents Comités et Congrès du parti a perdu de l'influence et a été remplacé en grande partie par les nominations partisanes et les amis de la famille Al-Assad. Le parti Baas n'a été qu'un outil de propagande au service du régime militaire pour obtenir le support du peuple et faire du recrutement massif auprès de nouveaux membres. Ceux-ci ont ensuite été repositionnés dans des postes clefs au sein du régime et des trois piliers institutionnels afin de renforcer les bases du régime dans l'éventualité d'un conflit entre le régime et les opposants<sup>48</sup>. Le deuxième pilier institutionnel du régime sur lequel le Président Al-Assad a dû se fier pour prendre le pouvoir et se maintenir toutes ces années fut l'Armée ainsi que les forces de sécurité. La

---

<sup>46</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 20.

<sup>47</sup>*Ibid*, p. 16.

<sup>48</sup>*Ibid*, p. 12.

prochaine section de ce chapitre démontrera comment il a su s'adapter rapidement alors que le régime s'est retrouvé à plusieurs reprises dans des situations précaires.

L'Armée et les forces de sécurité ont été le pilier qui a assuré au régime Al-Assad une stabilité absolue depuis sa prise de pouvoir en 1970. Jusqu'à aujourd'hui, il a été le seul régime à garder une main ferme sur l'Armée et les forces de sécurité tout en conservant un bon équilibre avec le parti Baas. Le Président Al-Assad étant un ancien militaire de carrière et Ministre de la défense avant le coup d'État, avait pris plusieurs mesures qui lui ont permis de prendre progressivement la charge du pays. Dans un premier temps, il a créé une politique de transfert de personnel et de nominations internes à l'Armée afin de nommer ses amis au sein de la chaîne de commandement. Ensuite, il a fait plusieurs petites manigances internes qui passèrent inaperçues, ce qui lui procura le support inconditionnel de la gence militaire et des alliances stratégiques clés au sein du parti Baas. Finalement, en 1970, il a pu renverser les dirigeants Baas précédents avec succès et ce, sans violence. L'Armée joua un rôle capital à ce niveau.

Tout au long de son histoire, les coups d'État entre 1953 et 1970 se sont succédés et la majorité d'entre eux ont tous été instigués par des militaires. Cette tendance força les militaires à prendre part à la politique et, par conséquent, à politiser le corps des officiers à tort ou à raison<sup>49</sup>. Pour éviter que l'histoire se répète, le Président Al-Assad a pris des actions concrètes pour professionnaliser progressivement l'Armée. Avec une augmentation considérable des membres du parti Baas au sein de l'Armée, il s'est assuré que le parti Baas ne s'ingérait point dans les affaires de l'Armée et vice-versa. Le Président Al-Assad s'est assuré qu'il y avait une séparation des tâches entre la gence militaire, les membres du parti Baas et l'appareil de l'État. L'Armée, sous l'influence baasiste, devait se préoccuper d'elle-même et des forces de Sécurité ainsi que de tout ce qui se rattachait à la souveraineté du pays et au maintien de la sécurité et du régime. Elle devait également s'acquitter de son mandat de surveillance en mode continu auprès des institutions et de la population. De leur côté, les membres du parti Baas devaient s'occuper des politiques organisationnelles et domestiques, tandis que l'appareil gouvernemental devait s'assurer de l'implantation de toutes les politiques du régime et

---

<sup>49</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'hist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 156.

donner un soutien administratif aux deux autres piliers du régime<sup>50</sup>. Ces premiers changements ont permis de semi-institutionnaliser la gence militaire et de devenir un des trois plus importants et influents piliers du régime, spécialement avec les leçons apprises provenant des conflits contre Israël en 1967 qui préoccupaient profondément le président<sup>51</sup>. Ce processus s'est poursuivi tout au long des décennies suivantes et ce, jusqu'à l'aube de la révolution du printemps arabe.

Le président, en tant que Commandant en chef de l'Armée et des forces de sécurité, était en charge, au milieu des années 80, d'environ 500,000 soldats avec un corps d'officiers professionnels, et par moments, lorsque la réserve était appelée à jouer un rôle dans la défense de la nation, contre tout ennemi, 20% de la population totale pouvait se retrouver en uniforme<sup>52</sup>. Pour arriver à cette fin, il avait établi les bases de la transformation de l'Armée dès son arrivée à la tête du régime. Il s'était d'abord consacré au corps des officiers en prenant des mesures pour rehausser la discipline et la cohésion, raffermir les systèmes d'évaluation et de promotion des officiers qui étaient basés sur la performance et les compétences professionnelles. Il contrôlait les nominations et les mises à la retraite des officiers séniors et des gestionnaires du niveau intermédiaire afin d'avoir une structure épurée et bien dirigée. Ces actions ont eu des répercussions extrêmement bénéfiques lors des conflits subséquents avec Israël au Liban. Entre-temps, il avait également implanté une structure à l'Armée qui comportait trois formations distinctes qui se chevauchaient tout en demeurant indépendantes au niveau administratif. Au début du régime d'Al-Assad (père), il y avait moins d'une dizaine de services de sécurité. Mais à l'époque de la prise de pouvoir de son fils Bashar Al-Assad, il y avait une quinzaine d'agences qui formaient les forces de sécurité du régime<sup>53</sup>. Ces forces étaient principalement responsables de la surveillance de la population et des institutions gouvernementales.

La première formation, appelée le Contingent d'Assad, était responsable des opérations ainsi que de la sécurité du centre nerveux du régime et des besoins

---

<sup>50</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'thist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 161.

<sup>51</sup>*Ibid*, p. 158.

<sup>52</sup>*Ibid*, p. 164.

particuliers. Cette organisation commandait toutes les unités reliées à la sécurité et aux services de renseignement affectés au régime<sup>54</sup>. En particulier, elle comptait sur la Garde républicaine et les Forces spéciales pour effectuer des raids de type chirurgicaux. La Garde républicaine représentait environ six brigades jumelées à la 4<sup>e</sup> Division blindée<sup>55</sup>. Son rôle était de protéger le régime par le biais de protection rapprochée des membres, de la sécurité des installations, des voies d'accès routiers de la capitale et de son poste de commandement<sup>56</sup>. Cette organisation avait pour mission d'anéantir toute tentative de coup d'État à l'endroit du régime et des installations qu'il occupait. Pour ce qui est de la seconde formation inhérente à la nouvelle structure de l'Armée, elle regroupait les membres militaires du parti Baas qui se trouvaient de plus en plus au sein des postes clés des hautes sphères de l'Armée. Le Président Al-Assad avait diminué le rôle des officiers politiques au sein de l'État et du parti afin qu'ils soient utilisés à bon escient, ce qui était contraire au régime Baas précédent. Ce changement drastique est survenu au début des années 80 car il fallait diminuer la corruption et l'abus de pouvoir d'un bon nombre de militaires hauts placés<sup>57</sup>. Ces militaires séniors allouaient des biens et services à des individus sous forme de marché noir et d'importation de biens illégaux de l'étranger et ce, à l'insu de l'État. Ce genre de pratique avait été éliminé par le président car elle nuisait à la cohésion et à la crédibilité des militaires au sein de l'appareil de l'État. Finalement, la troisième formation comportait quatre branches qui étaient toutes reliées aux Forces de sécurité sous le contrôle et l'influence directe du président. Il s'agissait des branches d'Administration générale de l'Intelligence (sécurité de l'État) et de la Sécurité politique qui se trouvaient sous le Ministère de l'Intérieur. L'Intelligence militaire et la Force aérienne se trouvaient sous le Ministère de la défense<sup>58</sup>. Trois des

---

<sup>54</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'athist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 160.

<sup>55</sup>BBC News. "Middle-East, Bashar al-Assad's inner circle", extrait de *BBC*, 30 juillet 2012; <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-13216195>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

<sup>56</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'athist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 160.

<sup>57</sup>*Ibid*, p. 161.

<sup>58</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 23.

quatre branches, à l'exception de la Force aérienne, étaient supervisées par le Bureau de la Sécurité nationale et avaient comme mandat d'établir un système de surveillance de la population au plus bas niveau à travers la Syrie, incluant Damas<sup>59</sup>. Ces branches se faisaient compétition pour déterminer laquelle d'entre elles rapporterait de l'information sensible le plus rapidement possible au régime. De plus, les bureaux administratifs régionaux du parti Baas qui étaient mandatés pour colliger, analyser et filtrer l'information recueillie avant de la passer au niveau supérieur, ne pouvaient pas compétitionner avec les autres branches mentionnées ci-dessus. L'appétit du régime pour obtenir de l'information sensible n'a fait qu'augmenter. Ces branches ont subi une telle expansion que les bureaux administratifs régionaux du parti Baas sont devenus inutiles car les branches avaient la capacité de subvenir aux demandes du régime<sup>60</sup>. Avant le régime Al-Assad, il y avait environ 65,000 personnes à temps plein travaillant au sein des branches reliées à la sécurité et plusieurs centaines de milliers d'autres étaient à temps partiel, le ratio étant d'un membre du service d'intelligence âgé de 15 ans et plus pour 153 citoyens syriens. Par la suite, l'Armée et les forces de sécurité étaient passées de 65,000 en 1965 à 530,000 en 1991 pour finalement atteindre un total de 700,000 en 2004<sup>61</sup>. Ce système de surveillance continue, éparpillé dans tout le pays, a eu un effet choc et dissuasif sur la population. Aucun parti de l'opposition ne pouvait se permettre de faire quoi que ce soit à l'insu du régime. Les institutions civiles et les branches locales et régionales du parti Baas ont disparu au profit de ces différentes branches de sécurité gérées au niveau national<sup>62</sup>. Le Président Al-Assad avait tous les pouvoirs pour réorganiser l'Armée et les forces de sécurité lorsqu'il présentait une menace quelconque. Il réorganisait ces institutions et éliminait ainsi toute menace qui aurait pu mettre en danger son régime<sup>63</sup>. Ce fut le cas en 1999 alors qu'il avait limogé par décret quatre

---

<sup>59</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p 23.

<sup>60</sup>*Ibid*, p. 23.

<sup>61</sup>*Ibid*, p. 24.

<sup>62</sup>*Ibid*, p. 24.

<sup>63</sup>*Ibid*, p. 25.

généraux dont la plupart ont été traduits en justice puis emprisonnés<sup>64</sup>. Les arrestations sporadiques, les emprisonnements à perpétuité et les disparitions n'étaient que quelques techniques de propagande dissuasive mais efficaces que les forces de sécurité utilisaient. Pour s'assurer de la fiabilité et de la loyauté des officiers au sein du système militaire et des forces de sécurité, le Président Al-Assad avait souvent créé de nouvelles organisations d'intelligences pour espionner les autres agences d'intelligences et bien d'autres entités militaires et institutions gouvernementales<sup>65</sup>. L'Armée et les forces de sécurité ont toujours été un outil extrêmement fiable. Toutefois, ceci n'a pas empêché plusieurs tentatives de coup d'État contre le régime Al-Assad depuis son ascension au pouvoir en 1970.

Pour le régime Al-Assad, le rôle de l'Armée au sein de la société syrienne comportait trois buts distincts. Le premier consistait en un rôle de réformateur de l'appareil de l'État, le second était désigné comme un outil pour implanter des changements au niveau de la société, et le dernier était de défendre la souveraineté et la légitimité de la nation<sup>66</sup>. En 1970, l'Armée était une force régionale de moyenne envergure. Toutefois, suite à l'expérience acquise durant plusieurs conflits avec Israël et d'une transformation continue de celle-ci, elle est devenue un acteur puissant au sein du régime Al-Assad. De plus, son association avec le Hezbollah a eu pour conséquence de garder Israël aux aguets lors des conflits au Liban. Le régime Al-Assad a utilisé le nationalisme à maintes reprises contre Israël comme vecteur rassembleur lorsque sa légitimité était remise en question par la population<sup>67</sup>. En contrepartie, ceci eut pour conséquence un effet néfaste sur les finances du pays de par l'imposante structure de l'Armée et des forces de sécurité qu'il devait garder en place pour surveiller la population et maintenir son régime au pouvoir. Toutefois, un des bénéfices à ne pas négliger était

---

<sup>64</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 40.

<sup>65</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'thist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 161.

<sup>66</sup>*Ibid*, p. 164.

<sup>67</sup>*Ibid*, p. 165.

que l'État offrait des emplois à la population, principalement dans les régions rurales et quelle que soit l'origine ethnique.

Encore une fois, le recrutement au sein de l'Armée était d'une importance capitale car c'était par le biais du recrutement que le régime pouvait obtenir un bon équilibre au niveau de la représentation des minorités ethniques. Pour le parti Baas, l'armée avait toujours été un excellent bassin pour recruter des membres matures et expérimentés. Les membres sélectionnés par le parti Baas siégeaient, pour la majorité d'entre eux, au sein du Commandement national et régional, donc très proche du régime. Les gens recrutés, provenant des différentes couches de la société, devaient suivre un cours d'endoctrinement. Malgré les efforts du régime pour avoir une représentation assez équilibrée, les critères de sélection étaient prédéterminés et basés sur la loyauté et l'affiliation politique. Par défaut, les Alaouites, étant en minorité dans les régions rurales, étaient recrutés car ils semblaient plus fiables. Après quelques années de recrutement de masse, les Alaouites contrôlaient un nombre disproportionné de positions de commandement clés. De plus, le reste était octroyé aux sunnites, mais la règle était que l'adjoint devait être un officier Alaouite, donc le régime gardait un contrôle positif sur l'ensemble de l'Armée. Le recrutement, qui ciblait les minorités au niveau des officiers combiné au service obligatoire, a contribué graduellement à la ruralisation de l'Armée et a forcé un changement de culture au sein de la gentry militaire<sup>68</sup>. Sous le régime Al-Assad, les militaires Alaouites étaient une force plutôt conservatrice protégeant et préservant ainsi la légitimité du régime. La division entre les officiers élitistes Alaouites (régions rurales) et les officiers bourgeois sunnites (régions urbaines) a toujours causé un problème à l'intérieur de l'Armée et ne s'est jamais réglée de façon pacifique. La majorité des coups ou de leurs tentatives avait été orchestrée par des officiers sunnites qui agissaient de façon isolée, mais la majorité Sunnite se dissociait de ces événements<sup>69</sup>. Or, pour pallier rapidement au conflit idéologique entre ces deux groupes, le régime Al-Assad avait instauré le recrutement massif dans les régions

---

<sup>68</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence services, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 13.

<sup>69</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'hist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 160.

Alaouites au cours des années 70<sup>70</sup>. L'Armée et les forces de sécurité étaient, et sont encore aujourd'hui, les chiens de garde du régime en conservant la population et les bureaucrates de l'État syrienne sous un contrôle absolu, sans trop brimer leurs droits fondamentaux du moins en apparence. De plus, l'Armée permet au régime Al-Assad de garder une mainmise sur les opposants au régime, qu'ils soient des sunnites, des activistes ou des professionnels. Ceci était très représentatif du Moyen-Orient jusqu'aux événements du printemps arabe de 2011.

Avec la réorganisation de l'appareil gouvernemental et la création de nouvelles institutions afin d'assurer globalement un meilleur système de surveillance du régime sur l'appareil gouvernemental du début des années 70, les autorités dirigeantes ont dû mettre en place une structure bureaucratique pour soutenir l'ensemble des ambitions du régime qui reposait sur trois piliers institutionnels. La bureaucratie, étant un des trois piliers, a permis au régime d'intégrer la majorité de la population qui ne faisait pas partie de la classe professionnelle élitique du parti et de la gènte militaire. L'expansion de l'appareil gouvernemental sous le régime Al-Assad leur a donné les outils nécessaires pour contrôler une grande partie de la classe ouvrière, en majorité rurale, qui ne pouvait s'identifier aux institutions érigées par les présidents Al-Assad. Pour y arriver, une structure politico-civile-militaire avait été mise en place pour gérer cet influx d'employés et pallier à l'expansion institutionnelle causée par l'augmentation majeure du contrôle de l'État. Pour bien illustrer l'impact de cette expansion, notons que le secteur public était passé de 70,000 employés en 1965 et à 685,000 en 1991 pour finalement atteindre un total de 900,000 en 2004<sup>71</sup>.

Cette structure bureaucratique pyramidale était toujours dirigée par le président en tant que Secrétaire-général du Commandement national. Ensuite, on y trouvait un cabinet des ministres ainsi que le premier ministre désigné par le président pour superviser l'ensemble de la bureaucratie syrienne. Cette organisation, d'une importance capitale, avait un focus uniquement domestique qui assurait le maintien de la viabilité du régime. Il s'agissait de mener à terme les politiques et les projets de loi demandés par le

---

<sup>70</sup>*Ibid*, p. 161.

<sup>71</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 24.



président et le leadership du parti Baas. Les membres du cabinet étaient appointés par le président suite aux recommandations du Commandement régional<sup>72</sup>. Les membres du parti Baas contrôlaient la moitié des ministères dont ceux les plus stratégiques. Les autres ministères étaient distribués à des technocrates et à des membres des partis Communiste, Nassériste et Socialiste arabe. Le premier ministre, qui était nommé, était toujours un membre légitime du parti Baas et possédait normalement les compétences et le support nécessaire pour effectuer le travail. Toutefois, il n'était pas rare que cette personne n'ait pas tous les pouvoirs décisionnels qui étaient normalement attributés à cette position car le parti Baas ne supportait pas toujours les nominations du président. De plus, il arrivait souvent que les ministères clés soient dirigés directement par le président lui-même. C'est ce qui expliquait la marginalisation des pouvoirs et de la position. La bureaucratie demeurait, pour le régime Al-Assad, l'instrument de contrôle numéro un. Il pouvait créer de nouvelles organisations pour veiller sur d'autres organisations gouvernementales du même type ou pour d'autres fins. De cette façon, cette pratique gardait les dirigeants et bureaucrates en haleine car ils ne savaient jamais qui était ou non sous surveillance.

La création de la bureaucratie a été un événement majeur pour le régime Al-Assad. Cependant, en contrepartie, l'expansion de celle-ci a amené un niveau de corruption hors de contrôle. La majorité des bureaucrates seniors était achetée par le régime en échange de leur loyauté, de leur tolérance du régime et d'un certain niveau de corruption ainsi que de la piètre performance des employés au plus bas niveau. Les salaires peu élevés ont forcé les fonctionnaires à se trouver du travail supplémentaire pour pallier à leurs besoins financiers. Malgré le favoritisme fait à l'endroit des Alaouites, la majorité de ceux qui étaient irrités par la corruption se sont tus de peur de perdre leur emploi et un salaire garanti. Traditionnellement, l'appareil gouvernemental était composé, en majeure partie, par des sunnites possédant un niveau d'éducation plus élevé. Ils étaient localisés dans les zones urbaines tandis que les autres minorités ethniques, entre autres les Alaouites, les Chrétiens et les Druzes, demeuraient dans les zones rurales et possédaient peu ou pas d'éducation. Par défaut, les zones urbaines ont

---

<sup>72</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'hist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 191.

donc été plus productives au niveau de la quantité de gens éduqués, ce qui favorisait les sunnites. Or, comme mentionné au sein du parti Baas et de la gence militaire, le recrutement accéléré a été orienté spécifiquement sur les zones rurales pour pallier à cette réalité. Ceci s'avérait essentiel aux yeux du régime pour équilibrer la balance du pouvoir et maintenir un contrôle absolu sur la fonction publique. Toutefois, le système de recrutement de la fonction publique n'était pas aussi robuste, partisan et consistant au niveau des besoins du régime, contrairement au parti Baas et à la gence militaire.

Malgré les nombreux handicaps systémiques de l'expansion de la bureaucratie au sein du gouvernement, le but du régime avait été atteint. La plupart des secteurs de la société étaient pris en charge par l'État, à la satisfaction du régime. Il s'ingérait dans la vie des gens au jour le jour, pouvant ainsi obtenir le pouls de la population et réagir, dans l'éventualité de toutes contestations, en contrecarrant le mécontentement face à la légitimité du régime<sup>73</sup>. L'un des points tournants du régime a été la révolution du développement des zones rurales par le biais de la redéfinition des politiques agraires de la Syrie. Le régime avait transformé la politique traitant de l'agriculture dans les régions rurales en prenant entièrement charge du programme. L'État s'était assuré d'avoir le contrôle du calendrier des récoltes de production, de la gestion des ressources et de l'octroi des terres à cultiver, des nouveaux développements technologiques, du financement, de l'administration et de la gestion des projets. Le régime ayant articulé ses lignes directrices, les bureaucrates avaient alors la responsabilité de développer les programmes et ce, dans les moindres détails et à la satisfaction du régime puis de les communiquer à la population. La mise en place de cette nouvelle politique a forcé une expansion sans précédent, de la fonction publique au sein de plusieurs ministères. Ceci s'avérait être la seule façon pour pouvoir initier le processus, coordonner et gérer l'ensemble du programme, vérifier l'application et le bon fonctionnement de la machine gouvernementale et ainsi faire tourner l'économie à plusieurs niveaux. Étant donné l'ampleur de cette nouvelle politique, l'appareil gouvernemental n'avait pas le nombre d'employés nécessaires et l'infrastructure requise pour subvenir aux demandes grandissantes de la population. Ceci a engendré une série de problèmes et a créé un

---

<sup>73</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba'athist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 192.

système à deux vitesses. Impatiente, la population contournait les points névralgiques et de saturation des agences responsables de chaque étape d’approbation et de décision. Elle utilisait les contacts et les amis qui se trouvaient au sein de l’appareil gouvernemental pour faire accélérer ses demandes par le biais de pots-de-vin ou de faveurs. Cette tendance a généré une duplication des efforts et paralysé une partie de l’appareil de l’État. Malgré les embuches continues et les ratés qui n’ont jamais vraiment été résorbés, le régime avait gagné son pari. L’État s’était octroyé le pouvoir de distribution des terres agricoles et le contrôle local de la vie des paysans. En retour, une partie des paysans ont pu profiter d’une plus grande accessibilité aux ressources de l’État. Ils ont pu bénéficier des ressources financières et de production, d’une technologie de production beaucoup plus avancée et efficace et d’un salaire garanti<sup>74</sup>. Malgré les résultats quelque peu mitigés au niveau de l’efficacité de l’État, plusieurs autres secteurs de l’économie ont pu profiter de cette transformation, notamment ceux du transport et de la construction, ce qui a contribué à faire rouler l’économie. La corruption, causée à la fois par l’inefficacité et le manque de compétence des employés de l’État et par le favoritisme, n’a fait qu’augmenter avec les années. Malgré les efforts des deux présidents Al-Assad pour contrer ce fléau, cette tendance n’a jamais été renversée et aucune action concrète n’a été réalisée. Un gouffre financier en fut la conséquence. Les politiciens et les bureaucrates au sein des postes seniors ont contribué à ce phénomène étant donné que c’était la seule façon de permettre aux paysans de voir leur projet se concrétiser. Connaissant cette réalité, le régime avait conclu que c’était nécessaire d’avoir un certain niveau de corruption au sein de l’appareil gouvernemental afin de garder, tant bien que mal, le contrôle presque absolu sur les affaires de l’État et de la population. Sans la bureaucratie, le régime n’aurait pu permettre une expansion majeure au niveau des bases du parti au même rythme que le parti Baas et que la gentry militaire.

Ce chapitre a montré, suite à la prise de pouvoir de l’ancien ministre de la défense en 1970, l’étendue de la réorganisation de l’État syrien sous une structure de type pyramidale où le parti Baas, l’Armée et les forces de sécurité ainsi que la bureaucratie ministérielle forment les trois piliers du régime. Chaque pilier a un rôle et des

---

<sup>74</sup>Raymond A. Hinnebusch, *Authoritarian Power and State Formation in Ba’thist Syria* (Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990), p. 193.

responsabilités clairement définies. Les trois piliers forment l'État et chaque pilier articule la vision et les demandes du Président Al-Assad. Le but de cette structure était de permettre au Président Al-Assad de maintenir, avant tout, son régime à la barre du pays en contrant toute tentative de renversement. Au début, lors du renversement de l'ancien régime Baas, le président Al-Assad avait de bonnes intentions, mais ceci s'est avéré de courte durée. Il voulait mettre un régime en place basé sur un système parlementaire fonctionnel, avec la participation active des partis de l'opposition. De plus, il voulait établir une économie solide et prospère, presque à l'image de l'Occident, tout en gardant un contrôle absolu sur l'ensemble du peuple et de l'État. Toutefois, le régime s'est plutôt radicalisé et est devenu répressif envers la population et l'opposition. Ensuite, il a mis en place une autocratie totalitaire en faisant des nominations partisans au sein des positions clés des trois piliers. Les deux régimes Al-Assad ont fait plusieurs promesses mais ne les ont pas tenues. Elles auraient menacé la stabilité de la dictature. De plus, la répression, la corruption systémique, l'abus des privilèges et du pouvoir, la propagande et les crises Israéliennes, Libanaises et Palestiniennes ainsi que la situation économique précaire n'ont fait qu'ajouter à la déception de tous. En fait, pour assurer sa survie, il a mis de l'avant une nouvelle politique d'agriculture, un système de recrutement robuste pour favoriser les minorités ethniques (Alaouites, etc.) et un système de surveillance ultra complexe qui lui permettait de garder les gens et les dirigeants au sein des trois piliers sous surveillance. En somme, une des conséquences désastreuses pour le parti Baas a été l'intégration progressive de cette entité dans le régime, au point que le parti Baas est tout simplement devenu une autre institution bureaucratique gouvernementale sans idéologie<sup>75</sup>. Le parti Baas a pris la forme d'un autre service de sécurité du régime Al-Assad. En ce qui concerne le système parlementaire, le régime Al-Assad l'a rendu tout simplement inutile car la majorité des décisions et des politiques étaient décidées par un petit groupe sélect avec le président. Tous ces arguments appuient le fait que la Syrie s'éloigne résolument d'une possible démocratie un jour. Le prochain chapitre traitera des opposants au régime Al-Assad, spécifiquement du rôle et de

---

<sup>75</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011, p. 22.

l'impact des entités internes au régime et sera suivi des joueurs clés de la communauté internationale.

## CHAPITRE 2 – LES OPPOSANTS AU RÉGIME

Les opposants au régime Al-Assad ne se sont pas manifestés du jour au lendemain. Des décennies de répressions contre la population sous l'état d'urgence depuis 1963 et surveillée constamment par les forces de sécurité ont amené des conflits. Ces révoltes furent reliées entre autres aux demandes répétées de réformes socio-économiques, à la mise en place d'un système démocratique pluraliste politique, au respect des droits humains et à une autorité légitime contrecarrant la corruption et agissant selon un code de conduite respectable. Les vaines promesses du régime se sont répétées à maintes reprises dans les années 70, 80, 90 et plus récemment en 2001 puis en 2011 durant le printemps arabe. Les opposants composés d'intellectuels, d'activistes, de politiciens, de professionnels de la santé et du droit, des Frères musulmans syriens et des minorités en Syrie ont subi la pression, la répression, les arrestations, l'emprisonnement ou l'enlèvement et la disparition. Toutefois, c'est suite à l'ascension du Président Al-Assad au début des années 2000 que les opposants ont vraiment utilisé tous les moyens à leur disposition pour signifier leur mécontentement face aux nombreuses promesses non tenues. La première démonstration a commencé durant le printemps de Damas, plus précisément à l'automne 2000 puis d'autres se sont perpétuées jusqu'aux manifestations du printemps arabe 2011.

Le régime Al-Assad est soutenu depuis 1970 les minorités (Chiites alaouites, Kurdes, Chrétiennes, etc.) qui gère une majorité sunnite et cette situation ne peut perdurer à perpétuité. Spécialement lorsque l'histoire nous rappelle qu'une dictature ne peut maltraiter la majorité d'un peuple au profit d'une minorité de privilégiés, que ce soit au niveau économique, du pouvoir, de la carrière, de l'avancement, etc. Un nombre important de groupes s'est manifesté comme étant opposé au régime provenant de l'interne mais également de l'externe. Pour bien comprendre la portée de ceci, ce chapitre énumérera, dans un premier temps, un nombre limité de groupes. Ensuite, pour chaque groupe identifié, il y aura un bref historique suivi du but et du rôle de l'organisation, et traitera de l'objectif final que chacun des groupes veut atteindre.

Le Conseil national syrien récemment renommé la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution est la coalition de la majorité des groupes opposés au régime Al-Assad suite au déclenchement du printemps arabe. La coalition a été fondée seulement en novembre 2012 à la conférence de Doha, Qatar, et le nom a été modifié par la suite, en mars 2013, lors de la conférence d'Istanbul, Turquie, suite à de multiples dissensions au sein du Conseil national syrien. Les dissensions, parfois profondes, ont été les sources de conflits qui sont typiques d'un regroupement de partis forcés à s'entendre sur une vision, sur des intérêts communs et sur les différentes croyances confessionnelles et de groupes ethniques. Il a fallu énormément de pression de la part des autorités américaines pour consolider les forces de l'opposition politique et arriver à un consensus. Le plus grand défi a été de donner des outils au Conseil national syrien, une fois formé et de garder le contrôle sur toutes les factions militaires regroupées sous l'Armée syrienne libre<sup>76</sup>. La coalition a été mise en place dans le but de remplacer le régime Al-Assad dès qu'il quitterait le pouvoir, quelle qu'en soit la façon.

Le comité de la coalition est composé de 63 membres dont 22 proviennent du Conseil national syrien<sup>77</sup>. Ce comité exécutif est dirigé par un président et trois vice-présidents élus, dont un doit provenir de la communauté kurde, et par un secrétaire-général élu. Le premier ministre est choisi par le conseil et son travail est de mettre en place un gouvernement provisoire dans l'éventualité du départ du Président Al-Assad. Le gouvernement provisoire aura un cabinet de 10-12 ministres, dont le Ministre de la défense qui sera choisi par l'Armée syrienne libre. Les ministres siégeront à différents endroits dans les zones contrôlées par l'Armée syrienne libre en Syrie, tandis que le quartier général demeurera en Turquie en attendant la chute du régime. En mars 2013, le président élu avait démissionné étant donné qu'il ne comprenait point que la communauté internationale hésite à statuer pour armer l'opposition en Syrie afin qu'il soit en mesure de se défendre contre le régime et de contre attaquer. Sa démission avait été refusée par le conseil et reportée jusqu'à la prochaine élection. Le but de cette coalition est simplement de remplacer le régime Al-Assad. Ensuite, le gouvernement provisoire et

---

<sup>76</sup>Lynch, Mark. *Arab Uprising The Syria Crisis* (George Washington University: Washington, 2012), p. 5.

<sup>77</sup>Wikipédia, "National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition forces", [http://en.wikipedia.org/wiki/National\\_Coalition\\_for\\_Syrian\\_Revolutionary\\_and\\_Opposition\\_Forces](http://en.wikipedia.org/wiki/National_Coalition_for_Syrian_Revolutionary_and_Opposition_Forces); Internet; consulté le 19 avril 2013.

celui de la coalition souhaiteraient mettre fin à la structure de pouvoir à trois piliers de l'État, mis en place par le défunt père Al-Assad, puis démanteler complètement les forces de sécurité et amalgamer les Armées syriennes<sup>78</sup>. Finalement, le gouvernement provisoire traînerait en justice les responsables des crimes et massacres contre les Syriens, dont la destruction et le déplacement des réfugiés. Le nombre totalise maintenant plus de 465,000 réfugiés éparpillés en Turquie, au Liban et en Jordanie. Suite à l'approbation de la structure de la coalition et du gouvernement provisoire en novembre 2012, un bon nombre d'organisations à l'interne en Syrie et à l'étranger ont reconnu la légitimité de cette coalition pour diriger le prochain gouvernement, entre autre l'Armée syrienne libre. Cette tendance s'est par la suite accentuée avec la reconnaissance de plusieurs organisations internationales. Le Conseil de la coopération des États arabes de la région du Golfe, la Ligue arabe (excepté l'Algérie, le Liban et l'Iraq), les pays de l'OTAN (États-Unis, France, Grande-Bretagne et Turquie) ainsi que l'Union européenne ont tous accordé leur approbation. Cependant, le parti de l'Union démocratique kurde et certains groupes islamistes radicaux militaires en Syrie ont affiché clairement qu'ils ne supporteraient pas la coalition et ce, par un manque de représentation. Néanmoins, durant la période comprise entre les deux conférences de novembre 2012 et mars 2013, une majorité d'entre eux avaient dilué leurs propos, exprimés six mois auparavant, en défaveur de la coalition. Il y a passablement de questions qui n'ont pas encore été réglées et qui mettront à l'épreuve la cohésion de cette coalition. Celle-ci veut-elle faire débaassifier le régime et démanteler complètement l'Armée syrienne, au même titre que ce qui s'est passé en Irak en 2003?<sup>79</sup> Certes, le gouvernement provisoire de coalition ne fait que débiter son travail qui sera ardu et ce, sans connaître l'issue de la situation en Syrie dépendamment de ce qui arrivera au régime.

L'Armée syrienne libre est un regroupement d'officiers et de sous-officiers qui ont déserté l'Armée et les forces de sécurité du régime Al-Assad, de simples volontaires

---

<sup>78</sup>Wikipédia, "National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition forces", [http://en.wikipedia.org/wiki/National\\_Coalition\\_for\\_Syrian\\_Revolutionary\\_and\\_Opposition\\_Forces](http://en.wikipedia.org/wiki/National_Coalition_for_Syrian_Revolutionary_and_Opposition_Forces); Internet; consulté le 19 avril 2013.

<sup>79</sup>Georges Malbrunot, "Après Assad: l'opposition veut-elle rééditer le scénario irakien ?", extrait de *Le Figaro*, 26 novembre 2012; <http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2012/11/apres-assad-le-scenario-irakie.html>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

provenant de différents groupes ethniques et religions, et plus récemment des groupes islamiques modérés et plus radicaux. L'Armée syrienne libre a été formée en juillet 2011 suite à la répression sanglante du régime contre la population participant au mouvement de protestation du printemps arabe<sup>80</sup>. La majorité de l'Armée syrienne libre est composée d'arabes sunnites, étant en majorité en Syrie. Toutefois, étant donné la gravité et l'évolution sur le terrain en Syrie, des bataillons entiers de kurdes, turkmènes, palestiniens et de druzes, ainsi que la venue de 2000 djihadistes ou de salafistes (mouvement sunnite radical) se sont joints à l'Armée syrienne libre<sup>81</sup>. En 2011, l'Armée syrienne libre était commandée par le Colonel Riad Al-Assad et s'assurait de coordonner les attaques avec les protestataires civils afin de cibler les unités de l'Armée syrienne qui s'attaquaient aux civils sans défense. Une fois le Conseil national syrien établi en septembre 2011, le commandant de l'Armée syrienne libre supportait et coordonnait les efforts sur le terrain avec le conseil dans le but de frapper aux endroits stratégiques. L'Armée syrienne libre s'assurait de cibler là où il y avait le plus grand impact sur le moral personnel de l'Armée du régime. En décembre 2012, la structure de commandement et de contrôle de l'Armée syrienne libre a été améliorée suite à un grand nombre de désertions de membres de l'Armée du régime avec leur équipement et l'arrivée du Brigadier-général Salim Idris comme Chef d'état-major de l'Armée syrienne libre. Ce général était un officier extrêmement compétent et très efficace sur le terrain.

La raison principale du nombre élevé de désertions des membres de l'Armée du régime Al-Assad vers l'Armée syrienne libre, est que les soldats et officiers du régime refusaient de tirer à bout portant sur les protestataires civils non armés. Au cours des dernières décennies en Syrie, ce genre de scénario était arrivé à maintes reprises. Toutefois, la chaîne de commandement réussissait, tant bien que mal, à reprendre le contrôle de la situation, et c'était souvent une situation beaucoup plus isolée qui impliquait moins de militaires. Or, les affrontements entre l'Armée du régime et les protestataires, depuis le début du printemps arabe, se produisaient beaucoup plus souvent,

---

<sup>80</sup>Wikipédia, "National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition forces", [http://en.wikipedia.org/wiki/National\\_Coalition\\_for\\_Syrian\\_Revolutionary\\_and\\_Opposition\\_Forces](http://en.wikipedia.org/wiki/National_Coalition_for_Syrian_Revolutionary_and_Opposition_Forces); Internet; consulté le 19 avril 2013.

<sup>81</sup>Georges, Malbrunot, "Syrie : la menace salafite-djihadiste enfin reconnue", extrait de *Le Figaro*, 19 novembre 2012; <http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2012/11/syrie-la-menace-salafite-djihadite.html>; Internet; consulté le 25 avril 2013.



et ceci impliquait un plus grand nombre de soldats pour faire face à ce dilemme. Le premier incident de ce genre qui a forcé à désertir fut lors des premières protestations violentes à Dara<sup>82</sup>. Beaucoup d'unités du régime ont tout simplement refusé et se sont retiré de l'Armée syrienne. Ce fut le début d'un mouvement qui n'a cessé depuis ces incidents de Dara. L'Armée du régime continue d'intensifier les forces de frappes qui sont de plus en plus disproportionnées et qui vont à l'encontre de la Loi des conflits armés. Que ce soit les bombardements massifs, les frappes aériennes ou l'utilisation de missiles de longues portées pour éliminer les rebelles de l'Armée syrienne libre ou simplement les regroupements massifs de protestataires, cette pratique du régime s'est répandue à travers le pays. Avant le début des désertions massives, il y a eu plusieurs soldats du régime syrien qui ont été exécutés pour avoir refusé d'obéir aux ordres des supérieurs, entre autre, à Baniyas, Hama, Talkalakh et Deir ez-Zor. La situation continuait de dégénérer dans les rangs de l'Armée syrienne avec plusieurs exécutions sommaires de soldats et plusieurs massacres de protestataires civils et non armés. Or, en juillet 2011, le Colonel Riad Al-Assad et plusieurs officiers de l'Armée du régime font l'annonce de la création de l'Armée syrienne libre pour protéger la population sans défense et dans le but de renverser le régime<sup>83</sup>. Peu de temps après, un grand nombre de soldats ont emboîté le pas en joignant l'Armée syrienne libre. La raison de leur désertion était en relation avec une question d'éthique ainsi que leur sens du devoir envers la patrie, leur loyauté au peuple syrien, la nécessité d'arrêter le régime Al-Assad et protéger une population non armée. Le Colonel Al-Assad a confirmé son désir de travailler en étroite collaboration avec le Conseil national syrien afin de forcer la chute du régime, d'amener celui-ci face à la justice à cause des nombreux crimes et massacres perpétrés, d'atteindre la liberté et la dignité, et enfin de protéger la révolution et les ressources du pays.

Le 7 décembre 2012, une rencontre a eu lieu à Antalya, Turquie, pour élire de nouveaux membres au Conseil militaire de la Syrie et restructurer l'organisation afin d'être plus efficace face à l'Armée du régime Al-Assad. Entre 260 et 550 commandants

---

<sup>82</sup>Wikipédia, "National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition forces", [http://en.wikipedia.org/wiki/National\\_Coalition\\_for\\_Syrian\\_Revolutionary\\_and\\_Opposition\\_Forces](http://en.wikipedia.org/wiki/National_Coalition_for_Syrian_Revolutionary_and_Opposition_Forces); Internet; consulté le 19 avril 2013.

<sup>83</sup>Wikipédia, "National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition forces", [http://en.wikipedia.org/wiki/National\\_Coalition\\_for\\_Syrian\\_Revolutionary\\_and\\_Opposition\\_Forces](http://en.wikipedia.org/wiki/National_Coalition_for_Syrian_Revolutionary_and_Opposition_Forces); Internet; consulté le 19 avril 2013.

et représentants de l'opposition syrienne armée se sont rencontrés et ont élu 30 nouveaux représentants au Conseil militaire pour l'Armée syrienne libre. Les deux tiers des nouveaux membres élus provenaient des Frères musulmans. De plus, le Conseil militaire a nommé le Brigadier-général Salim Idris comme Commandant et Chef d'état-major de l'Armée, remplaçant ainsi le Colonel Al-Assad. Le Chef d'état-major serait assisté de cinq Chefs d'état-major adjoints qui seraient responsables d'une des cinq régions de niveau stratégique de la Syrie. Le Colonel Al-Assad est demeuré le commandant en chef des commandants tactiques régionaux localisés au sein des provinces de Homs, Hama, Idlib, Deir al-Zor, Damas, Alep et Latakia. Toutes les unités de champs devaient se rapporter aux commandants régionaux. Une unité compte normalement entre 300 et 400 combattants et elle est subdivisée en sous-unités de 10 membres par équipe. Chaque soldat est muni d'armes et de systèmes de communications internet et radio/cellulaire. Les unités travaillent avec la population locale et les déserteurs afin de coordonner les efforts de sécurité et éliminer la menace tandis que dans les centres urbains, l'Armée syrienne libre établit des conseils pour fins de coordination. L'arrivée de groupes extrémistes musulmans au sein de la coalition de l'Armée syrienne libre paraissait irriter certains membres de la chaîne de commandement de cette Armée ainsi que le Conseil national. Toutefois, les commandants semblaient confiants que ce serait un atout même après la chute du régime Al-Assad. Le nombre de soldats de l'Armée syrienne libre n'équivalait pas à celui du régime Al-Assad. Or, le Conseil militaire a décidé d'adopter une tactique de guérilla, qui est en soit une forme de terrorisme, dans les centres urbains et les zones rurales, et d'éparpiller les ressources à travers la Syrie avec un focus tactique très particulier pour Damas<sup>84</sup>. De cette façon, ceci obligerait l'Armée du régime à disperser ses capacités militaires et ses ressources logistiques à travers le pays, diminuant ainsi sa concentration des forces dans la capitale en la rendant plus vulnérable. En septembre 2012, le Conseil militaire a pris la décision de relocaliser son quartier-général suprême à Idlib en Syrie et les commandants de régions dans leur localité respective. Or, le Colonel Riad Al-Assad demeure le commandant en chef de l'Armée syrienne libre tandis que le Brigadier-général est le commandant et Chef d'état-major de l'Armée en

---

<sup>84</sup>Wikipédia, "National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition forces", [http://en.wikipedia.org/wiki/National\\_Coalition\\_for\\_Syrian\\_Revolutionary\\_and\\_Opposition\\_Forces](http://en.wikipedia.org/wiki/National_Coalition_for_Syrian_Revolutionary_and_Opposition_Forces); Internet; consulté le 19 avril 2013.

entier. Le Conseil militaire est demeuré responsable de la planification et des achats d'équipement de niveau stratégique. En ce qui concerne les moyens de communications à travers l'Armée, il en existe plusieurs variétés allant du cellulaire, du courriel, des médias sociaux jusqu'aux communications les plus sophistiquées comme par exemple les satellites, les VHF/UHF, etc. Le Qatar et les États-Unis fournissent à l'Armée syrienne libre la majorité de leurs besoins en matière d'équipement de communication. Certes, cette organisation a su s'adapter aux circonstances difficiles, tant au niveau structurel et besoin d'équipement qu'au niveau des tactiques sur le terrain. Les défis ne font que commencer face à un régime qui n'a pas l'intention de quitter et qui continue à être réapprovisionné en armement malgré des centaines de milliers de morts, de blessés et de réfugiés déplacés.

Un des groupes confessionnels et idéologiques qui a activement participé dans le camp de l'opposition au régime Al-Assad est celui des Frères musulmans. Les Frères musulmans furent, à l'origine, une branche sunnite radicale et extrémiste et se retrouvaient, sous une forme ou une autre, dans la majorité des pays du Moyen-Orient à un moment donné dans l'histoire. Au fil du temps, ce groupe a tenté à maintes reprises de prendre le pouvoir ou de s'opposer à tous principes allant à l'encontre de la sharia puriste par la force. La majorité des pays du Moyen-Orient où les Frères musulmans étaient présents les ont exposés à être la cible de persécution et de destruction par ces dictatures oppressives plutôt laïques. Depuis la nuit des temps, les Sunnites fondamentalistes considéraient les Chiites alaouites comme une secte de la religion musulmane dirigée par le prophète Ali. En fait les Sunnites reproches au Chiites alaouites de ne pas respecter les principes fondamentaux du Coran. Selon les croyances sunnites musulmanes, il existe trois prophètes reconnus et Mohammed était le dernier des trois. Toutefois, pour les chiites alaouites, Ali est bien considéré comme un prophète, mais selon l'ordre chronologique, il vient après Mohammed. Donc, techniquement, les sunnites considérant cette croyance chiite comme une offense, ils infligeaient par conséquent la peine capitale. Au 9<sup>e</sup> siècle, les sunnites de cette époque ont simplement massacré les Alaouites pour les raisons indiquées auparavant. Ils traitaient les chiites comme étant des infidèles qui se retrouvaient au plus bas niveau de la classe sociale

musulmane<sup>85</sup>. Ce genre de rivalité entre les deux groupes religieux s'est perpétué à plusieurs reprises depuis les renversements de régime entre les Alaouites, les Sunnites, les Chrétiens, etc. Après leur défaite de 1946 face aux Sunnites, les Alaouites n'avaient jamais eu d'opportunité et ce, jusqu'à la prise de pouvoir du parti Baas en 1963. C'est alors que la rivalité a refait surface lorsque le régime Baas a détruit la rébellion de Hama. Ce fut les premiers signes du mouvement djihadistes en Syrie<sup>86</sup>. Avec l'arrivée du régime Alaouite chiite au pouvoir en 1970, les Frères musulmans avaient juré de se débarrasser de ce régime laïc oppressif car il allait à l'encontre des bases idéologiques d'un régime islamique radical. Vers la fin des années 70, début 80, le mouvement avait repris vie et emmenant des petits groupes syndicaux (docteurs, ingénieurs, avocats, etc.) ayant déclarés une grève pour revendiquer le respect des droits humains et de la démocratie<sup>87</sup>. C'est à ce moment que le président Al-Assad a instauré une loi pour contrer ce mouvement étant donné qu'il menaçait de plus en plus la légitimité du régime. Cette loi avait pour but de rendre criminel tout contact avec ce groupe radical et si trouvé coupable, c'était la peine capitale automatique<sup>88</sup>. En 1982, le régime Al-Assad a complètement décimé l'insurrection des Frères musulmans à Hama par le biais de la bouche de ses canons d'artillerie. Cette intervention majeure a duré un mois et a fait entre 15,000 et 20,000 morts<sup>89</sup>. Le régime s'est vu obligé de prendre des actions drastiques car le soulèvement de masse de Hama, à la demande des Frères musulmans, était devenu hors de contrôle. Cet événement de 1982 avait été précédé par plusieurs années de massacres, de crimes et d'attentats terroristes perpétrés par les Frères

---

<sup>85</sup>Barry Rubin, *The truth about Syria* (New York : Palgrave Macmillan) 2007, p. 49.

<sup>86</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 138.

<sup>87</sup>Radwan Ziadeh, *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East* (London : Tauris and Co., 2011), p. 28.

<sup>88</sup>Ridha Kéfi, Damas liquide les Frères musulmans, Jeune Afrique, 2 février 2004; <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN01024damassnamlu0/Act ualite-Afrique-damas-liquide-les-freres-musulmans.html&title=Damas%20liquide%20les%20Fr%C3%A8res%20musulmans>; Internet consulté : le 25 avril 2013

<sup>89</sup>Wikipedia, "Frères musulmans", [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fr%C3%A8res\\_musulmans](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fr%C3%A8res_musulmans); Internet; consulté le 25 avril 2013.

musulmans contre le régime et les installations militaires, et vice versa<sup>90</sup>. Toutefois, depuis 2007, une branche des Frères musulmans plus modérée a formé progressivement des partis politiques dans quelques pays musulmans. Cette modération, qu'elle soit véridique ou pas, leur a permis de former un gouvernement de coalition en Tunisie et en Égypte. En Syrie, il est peut-être un peu trop prématuré d'en arriver aux mêmes conclusions dans le cas où le régime Al-Assad serait défait. Le tout est concentré principalement à Hama, Homs et à Alep. Toutefois, il semble y avoir certains indices qui incitent à croire que les Frères musulmans iraient dans la même veine. Depuis le début de la guerre civile en Syrie, des membres des Frères musulmans ont pris part au Conseil de la coalition et au Conseil militaire. Les autres membres modérés de la coalition et du Conseil militaire ont certaines réserves mais rien de tangible car les Frères musulmans n'ont pas encore affiché leurs couleurs. Néanmoins, c'est avec certitude que les Frères musulmans veulent reconstruire leur base politique mais il reste à découvrir le type qui sera mis de l'avant<sup>91</sup>.

Finalement, le dernier groupe d'opposants au régime Al-Assad, et l'un des plus importants et des plus politisés, est la communauté internationale. La communauté internationale, par le biais de plusieurs organisations et comités représentatifs, s'est exprimée en majorité contre le régime militaire et ses agissements. La communauté est préoccupée surtout par la crise humanitaire majeure et le déplacement de masse des réfugiés. De plus, elle est sérieusement concernée par le niveau de violence et par les combats intenses entre l'opposition et le régime ainsi que par les massacres de civils sans merci. Finalement, la communauté internationale est irritée par le fait que le régime fait la sourde oreille en achetant du temps tout en espérant que l'opposition s'estompera. Elle est également embêtée par ses alliés de longue date qui continuent de le supporter dans sa dernière croisade du désespoir dans le but de préserver son régime et son cercle d'amis. La communauté internationale a la responsabilité morale de prendre les bonnes actions pour enrayer ce genre d'hégémonie. Le régime agit uniquement dans ses propres intérêts,

---

<sup>90</sup>Olivier Carré et Gérard Michaud, *Les Frères musulmans : Égypte et Syrie (1928–1982)* (Paris: Gallimard, 1983), p. 148-151.

<sup>91</sup>Khaled Yacoub Oweis, "Syria's Muslim Brotherhood rise from the ashes", extrait de *Reuters*, 6 mai 2012; <http://www.reuters.com/article/2012/05/06/us-syria-brotherhood-idUSBRE84504R20120506>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

peu importe les coûts en pertes de vie et les conséquences géopolitiques dans cette région du globe qui est très instable depuis la révolution du printemps arabe.

La Ligue arabe a joué un rôle de premier plan au début de la crise en Syrie. Pour l'une des premières fois de son histoire, elle a assisté les Nations Unies en prenant des mesures concrètes assez rapidement. Ceci ne s'est pas fait sans peine et misère car le rôle de la Ligue arabe était remis en question étant donné son passé quelque peu mitigé face à l'implication d'un de ses membres dans un conflit sanglant. Après la Deuxième guerre mondiale, sept pays arabes ont concentré leurs efforts pour créer la Ligue arabe. Le but était d'unifier les voix du monde arabe sous une même organisation tout en permettant à chaque membre de demeurer indépendant. Les relations et les idéologies tumultueuses entre les pays arabes ont toujours remis en question sa légitimité. En 1948, lors de la création de l'État d'Israël, la Ligue arabe a unifié ses efforts pour forcer le départ des colonisateurs britanniques et français. Toutefois, avec le début de la Guerre froide, la raison d'être de la Ligue arabe a été menacée car la loyauté de ses membres était divisée entre l'Union Soviétique et les États-Unis. En fait, jusqu'à la fin de la guerre froide, la Ligue arabe a subi de nombreux changements de régime, des accords de paix signés avec Israël par certains de ses membres, des renversements constants de loyauté envers les États-Unis et l'Union soviétique. Aujourd'hui, la Ligue arabe compte 21 membres en règle et un a été expulsé en 2011. Les résultats de cette organisation, lors de la crise impliquant un pays arabe, ont toujours été plutôt symboliques et sans vraiment contenir d'actions concrètes. Elle semble avoir appris de son expérience du passé avec la crise Libyenne, car elle a finalement statué sur la situation avec la Syrie suite à plusieurs pressions internationales, dont les États-Unis. Au tout début de la répression, afin de condamner les actions de violence contre sa population, la Ligue arabe a imposé des sanctions économiques et diplomatiques visant les responsables syriens à ne plus être autorisés à voyager dans les autres pays arabes. Seul le Liban et l'Irak ont voté contre. Suite à beaucoup de pression en provenance des pays occidentaux pour démanteler le bras de fer entre les pays arabes, elle a finalement décidé d'expulser la Syrie de la ligue pour ne pas avoir respecté le plan de sortie de crise conclu à l'automne 2011. Cette décision a été acceptée non pas à l'unanimité mais avec la majorité qualifiée. Ce plan de paix conclu avec la Syrie consistait à sortir les chars d'assauts des zones urbaines, à

libérer les prisonniers politiques, à respecter le cessez-le-feu et à entreprendre des négociations avec l'opposition. De plus, le plan exigeait que les dissidents politiques se rendent au Caire afin de préparer la succession du régime Al-Assad. Malgré tous les efforts soutenus de la Ligue arabe, elle s'est retrouvée encore une fois dans une impasse. À la satisfaction de la communauté internationale, la mission d'observation s'est déployée quelques mois plus tard, du 24 décembre au 18 janvier 2012, avec un total de 166 observateurs. Le constat est que la Ligue arabe était peu expérimentée pour faire ce genre de tâche et n'avait pas l'équipement et les infrastructures nécessaires pour aller rapidement de l'avant avec efficacité. Par conséquent, le support logistique était donné par le régime qui contrôlait l'horaire et les endroits à visiter. À la fin, les résultats de l'intervention de la Ligue arabe dans ce conflit syrien furent mitigés. Le manque d'expérience pour générer une mission d'observation de cette envergure en peu de temps était quasiment impossible. Le président Al-Assad n'était sûrement pas déçu de voir l'implication de la Ligue arabe et le manque d'appétit des pays occidentaux à vouloir s'impliquer. De plus, l'impasse au niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies n'a pas aidé le fait que la Russie et la Chine bloquaient les résolutions, et le régime syrien achetait du temps pour continuer ses massacres. Le constat est que la Ligue arabe est assez limitée dans le type d'intervention qu'elle peut fournir. Les pays occidentaux auraient dû refaire leur calcul avant de conclure qu'une organisation comme la Ligue arabe pouvait être impliquée tant au niveau politique qu'au niveau de projection de capacité pouvant faire une différence dans un conflit aussi complexe que celui de la Syrie.

Enfin, la dernière catégorie d'opposants au régime Al-Assad sont les pays occidentaux. Les pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, le Canada, etc., se sont opposés catégoriquement au régime Al-Assad seulement depuis le printemps arabe de 2011. Auparavant, ils toléraient le régime Al-Assad et ce, malgré ses défaillances au niveau du respect des droits humains, des réformes économiques permettant la libéralisation des marchés en Syrie pour créer des emplois, et au niveau de la liberté d'expression politique en réformant le système politique pour ainsi permettre à son pays de migrer progressivement vers une démocratie. Lors du déclenchement de la révolution du printemps arabe 2011, bien des pays occidentaux étaient heureux de voir ce

changement imposé par la voie du peuple. Certes, la majorité s'imaginait que les mouvements de protestation réussiraient à forcer les gouvernements, pour la majorité, étaient des régimes autoritaires, tant bien que mal à mettre des réformes en place. Les pays occidentaux s'imaginaient aussi que la majorité des classes de la société emboîterait le pas sans trop de problème. De plus, après toutes ces années de répression les gouvernements occidentaux s'imaginaient que les différents groupes ethniques et religieux s'entendraient sur la grande majorité des sujets sensibles, et aucun parti politique ne tenterait d'imposer son propre agenda. Les changements demandés par la population étaient pour le bénéfice de tous, mais la mise en place de ces changements, aucun gouvernement de l'ouest ne pouvait imaginer que cela s'effectuerait rapidement, sachant les défis qui les attendaient. Toutefois, les pays occidentaux se sont permis d'en rêver même s'ils savaient que c'était impossible.

Les guerres en Irak et en Afghanistan ont refroidi les appétits des pays occidentaux. Lorsque la décision avait été prise de renverser les dictateurs ou les régimes de ces pays, la plupart s'entendait pour dire qu'ils ne seraient là que pour une dizaine d'années. Personne ne pouvait s'imaginer que les pays occidentaux, pour certains, s'endetteraient à coup de centaines de millions et de milliards et que les bénéfices des investissements privés dans la reconstruction du pays seraient surpassés par les coûts d'exploitation et d'opérations pour maintenir une force militaire massive et procurer un minimum de sécurité au peuple et au gouvernement au pouvoir. Finalement, aucun des pays occidentaux impliqués dans l'un ou l'autre des conflits (pour certains les deux) n'auraient pu penser que chacun d'entre eux serait obligé de justifier à sa propre population le nombre de centaines et de milliers de morts, de blessés et d'handicapés physiques ou mentaux et ce, pour leur reste de leur vie. La perception d'un problème, d'une solution ou d'un compromis vus par les pays de l'ouest est très différente de ceux vivant au Moyen-Orient ou en Asie. Ceci est pour en arriver à dire que les pays occidentaux n'ont plus la même envie de vouloir s'ingérer dans des causes exigeant autant de temps, d'argent et de possibles pertes de vies humaines. Les pays occidentaux hésitent de plus en plus à proposer des solutions globales et qui réfèrent à une idéologie de l'ouest. Les occidentaux sont devenus la cible de plusieurs pays et organisations car c'est toujours ce même groupe de partenaires qui décide d'intervenir pour une question



morale, pour éliminer la menace et ensuite remplacer les portions problématiques des institutions par des nouvelles. Les solutions aux problèmes, l'approvisionnement des ressources et les investissements doivent maintenant provenir d'un plus grand nombre de partenaires. Cependant, si les pays occidentaux sont prêts à emboîter le pas, ils devront s'habituer à être exposés à de nouvelles façons de faire qui ne répondront pas toujours aux attentes habituelles. L'ampleur de la problématique de la Syrie exposée par ses détracteurs et partenaires de longue date ne peut être solutionnée de la même façon qu'en Irak et en Afghanistan. Pendant que la Russie, l'Iran et la Chine profitent des limitations du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Syrie continue de tuer des innocents et de trouver un moyen pour acheter du temps, soit pour demeurer au pouvoir durant les prochaines années ou afin de trouver un moyen pour s'exiler ailleurs dans le monde. Bien entendu, les méthodes que le régime Al-Assad utilise pour maintenir son régime en place ne sont plus acceptables aux yeux des occidentaux, mais semblent l'être pour la Chine et la Russie. Donc, la solution occidentale au problème de la Syrie ne relève plus uniquement du même club sélect de l'occident. La preuve a été faite en Irak et en Afghanistan malgré les milliards de dollars investis, les millions de militaires et de civils qui ont investi du temps et des efforts, et les pertes en vies humaines. En conséquence, la communauté internationale ne devrait plus se fier sur les pays occidentaux. Malgré l'inefficacité de la Ligue arabe jumelée aux agendas cachés de la Chine et de la Russie avec leur approvisionnement en armement et ressources, le futur de la Syrie ne semble pas être sur le point de changer. Le régime Al-Assad sera sûrement jugé pour des crimes contre l'humanité s'il survie à la revanche de l'opposition, certes, les minorités qu'il protège ne seront pas épargnées à 100 pourcent. Comment la Russie et la Chine peuvent-elles demeurer insensibles à ce genre de violence? Possiblement parce qu'il est toujours plus facile d'accepter ce genre de méthodes lorsqu'elles sont utilisées dans son propre pays. D'une certaine façon, l'occident a mal joué ses cartes lorsqu'elle a extrapolé les résolutions des Nations Unies lors du conflit en Libye. Les deux camps subissent leur propre médecine. Sans un changement drastique sur la façon dont les États gèrent leurs intérêts personnels, l'implication active de l'occident au niveau de tous les conflits ou désastres ira en diminuant. La preuve en a été faite lorsque l'occident a tordu le bras de la Ligue arabe pour gérer, au tout début, la crise en Syrie. Les résultats étaient très

mitigés mais les organisations et nations non-occidentales doivent commencer quelque part. L'occident a géré la majorité des crises et désastres au cours des derniers siècles. Les américains ne se désengageront pas complètement, mais la campagne aérienne en Libye en a été un exemple en faisant partie d'une équipe sans pour autant être toujours celle qui voit à tout. En Syrie, le temps dira comment les joueurs de chaque camp arriveront à une solution acceptable pour tous. Certes, la gestion des intérêts personnels de chaque pays sera l'enjeu critique pour arriver à une solution par le biais d'une institution comme le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Ce chapitre a couvert les principaux opposants au régime Al-Assad. La majorité de ces groupes opposés au régime ont tous eu des différends qui datent de l'époque où le parti Baas a été formé en Syrie. La Coalition du conseil a été formée en novembre 2012 et a été élue en mars 2013. Cette structure présidentielle est assistée de trois vice-présidents, d'un secrétaire-général et d'un premier ministre qui devront tous vivre en exil en Turquie jusqu'à ce que le régime tombe. Un comité de 60 membres est élu et est représentatif de la réalité ethnoculturelle du pays, incluant 22 membres du Conseil national syrien et un grand nombre de Frères musulmans. Le Premier ministre élu est assisté d'un cabinet composé de 10 à 12 ministres. Depuis les élections de mars 2013, ce groupe d'individus forme le gouvernement provisoire et ce, jusqu'à ce que le présent régime ait quitté. Ils auront des défis de taille pour diriger une portion du territoire qui est sous le contrôle de l'Armée syrienne libre. Celle-ci est structurée différemment car la chaîne de commandement entière est requise pour occuper le territoire syrien, combattre le régime et protéger la population. Avec la défection du Brigadier-général Salim Idris, le Conseil militaire est maintenant en excellente position pour faire le contrepoids au régime Al-Assad. Pour ce qui est des Frères musulmans, ils représentent la seule donne inconnue car ils n'ont pas encore statué sur les grandes lignes d'orientation. Ils représentent encore une menace possible pour les minorités ethnoculturelles qui sont présentement, pour la majorité, sous le régime Al-Assad. En fait, la principale raison de cette confusion est uniquement due au fait qu'ils n'ont pas annoncé publiquement leurs intentions à leurs endroits. Finalement, le dernier groupe concerné et opposé au régime Al-Assad sont les pays occidentaux. Ces pays ne veulent pas répéter les actions ou les inactions qui se sont produites en Irak et en Afghanistan. Contrairement à ces deux pays

mentionnés où les pays occidentaux étaient activement impliqués au niveau de la gestion, de la résolution des conflits internes et de la reconstruction, cette responsabilité n'appartient plus uniquement aux États-Unis. Un peu comme en Libye, ils sont prêts à supporter une opération sans pour autant en occuper la tête.

La synchronisation des efforts entre la Coalition du conseil, l'Armée syrienne libre, le Conseil militaire et les Frères musulmans permettra de simplifier la tâche au niveau de l'engagement du personnel et de l'équipement, au niveau du financement et de la résolution de problème. Les problèmes seront réglés par les entités de l'opposition syrienne et toute confusion sera évitée en ayant les pays occidentaux impliqués, autre que pour supporter la Coalition. Maintenant que la structure de pouvoir à trois piliers du régime Al-Assad a été expliquée dans les détails et jumelée avec la description des opposants au régime, il sera question, au prochain chapitre, de regarder le conflit actuel et de déterminer, en se basant sur les deux premiers chapitres, si la Syrie arrivera un jour à la démocratie.

### CHAPITRE 3 – LA SITUATION ACTUELLE

Le printemps arabe a été un événement à la fois historique et déclencheur au Moyen-Orient. La majorité des pays impliqués n'ont pas atteint une stabilité avec laquelle le cours des choses aurait pu reprendre normalement. Cependant, des élections, la formation de gouvernements, des réformes et des débats d'idées ont déjà eu lieu et sont toujours en cours, sous les yeux des observateurs internationaux. Tout comme dans les pays de l'ex-Union Soviétique et de l'Occident, la démocratie de chaque pays est propre à chacun et le processus pour y parvenir est long et tumultueux. Néanmoins, pour y arriver, il faut que les anciens régimes de nature oppressive cèdent la place au vent de changement tant demandé par les nouvelles générations et ainsi, entamer une modernisation.

Le processus de changement de la Syrie a commencé graduellement depuis des années. Toutefois, l'obstacle majeur à franchir demeure toujours le régime de Bashar Al-Assad. La situation géopolitique, ses alliés et affiliations, le niveau de violence sans précédent, le type d'armement utilisé et la crise humanitaire régionale, pour n'en nommer que quelques-uns, sont des sujets qui en concernent plusieurs et qui seront discutés dans

ce chapitre. Au départ, il sera question de la géopolitique de cette région avec les répercussions du conflit sur les pays adjacents à la Syrie. Ensuite, nous verrons les dilemmes auxquels font face la communauté internationale avec le bras de fer au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, pour ensuite enchaîner avec les dangers de la militarisation du conflit syrien. Finalement, on ne peut passer sous silence la situation des groupes ethnoculturels qui doivent devenir de plus en plus préoccupés de leur avenir, au point de se dissocier complètement du régime. Cette série de préoccupations énoncées pourra déterminer la feuille de route à venir de la Syrie avec le régime et l'après-régime et si le pays parviendra un jour à cette forme de démocratie qui a été tentée à maintes reprises depuis la fin de la colonisation en 1946.

La Syrie se situe, géographiquement, en plein centre du Moyen-Orient. En fait, sa situation géopolitique est stratégiquement critique et intéressante à la fois, qu'on acquiesce à cette réalité ou pas, spécialement avec le régime Al-Assad à sa tête. C'est à se demander si la crise actuelle n'entraînera pas les pays adjacents qui ont tous leurs propres rôles et défis et qui n'ont pas besoin d'un voisin en instance de guerre civile. La Turquie, étant un modèle de pays démocratique musulman dans le monde arabe, a été à la fois une rivale et une alliée de la Syrie depuis presque un siècle<sup>92 93</sup>. Toutefois, suite aux violences perpétuelles du régime sur sa population en 2011, la Turquie a rapidement coupé ses liens. Elle est devenue très critique des agissements de Damas, spécialement lorsque la défense anti-aérienne du régime a abattu un avion turc en juin 2012<sup>94</sup>. La crise Syrienne affecte la région limitrophe avec la Turquie, et Ankara accueille des milliers de réfugiés depuis les tous débuts, causant une crise humanitaire sans précédent dans cette partie du globe. Rien pour améliorer ses relations avec Damas, Ankara ne s'est jamais

---

<sup>92</sup>Pierre Razoux, "Nouvelle donne au Proche-Orient?", extrait de *Politique étrangère* 3 (Automne 2009), p 674; Internet; <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2009-3-page-663.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

<sup>93</sup>Théo Corbucci, "Les relations ambivalentes entre la Turquie et la Syrie", extrait de *Le Figaro*, 26 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/26/01003-20120626ARTFIG00673-les-relations-ambivalentes-entre-la-turquie-et-la-syrie.php>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

<sup>94</sup>Théo Corbucci, "Ankara menace Damas après un nouvel incident aérien", extrait de *Le Figaro*, 25 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/25/01003-20120625ARTFIG00581-des-hauts-grades-desertent-la-syrie-pour-aller-en-turquie.php>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

caché qu'elle ne pouvait accepter l'indifférence totale du régime face aux violences. Elle est donc l'hôte, depuis presque deux ans, de l'opposition politique au régime avec la mise en place, en 2013, de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution et du gouvernement provisoire, ainsi que du Conseil militaire stratégique de l'Armée syrienne libre. Ceci n'inclut pas les conflits entre les deux États concernant l'annexion de la province de Hatay en 1939 et les conflits sur la gestion des eaux, résultants du projet d'Anatolie du Sud-Est qui limite la quantité d'eau à la Syrie. En contrepartie, Damas continue officiellement de supporter le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui est considéré comme un groupe terroriste. Malgré tous ces défis, la Turquie garde le cap sur son rôle de contre-balancier sur l'ensemble de la région. Il faut revenir en 2009, alors que le Président Obama entrait à la Maison-Blanche. Les États-Unis demandaient formellement à la Turquie de devenir l'acteur central du Moyen-Orient, à la surprise et la déception des Israéliens, tant au point de vue politique et économique qu'en matière d'énergie ainsi qu'au niveau militaire. La même année, mandatée par Washington, la Turquie est devenue le médiateur Israélo-Syrien dans le cadre des négociations sur la question épineuse palestinienne et des territoires occupés, incluant le Golan. Finalement, la Turquie est impliquée dans la formation militaire des soldats libanais, avec l'aval de Damas et Tel Aviv<sup>95</sup>. À la satisfaction d'Israël, ceci a eu pour effet de diminuer l'influence du Hezbollah sur la Syrie, et par ricochet, de réduire les menaces directes et indirectes du Hezbollah sur le nord de l'Israël.

Israël est l'autre joueur clé qui agit comme contrepoids dans les pays arabes du Moyen-Orient. Les relations Israélo-Turques, depuis la création de l'État Hébreu, ont toujours été assez irrégulières. Pour Israël, les bonnes relations avec la Turquie font office de balancier à l'axe Syrie-Iran au Moyen-Orient. De plus, les deux pays ont pu bénéficier d'échanges commerciaux importants (eau potable, pétrole) et en particulier l'équipement et la technologie militaire israélienne (drones, chars, radars, etc.). Cependant, la crise palestinienne demeure l'essence même des divisions et des conditions au niveau des bonnes relations entre les deux États. Il en est de même pour la Syrie et c'est ce qui justifie qu'il n'y ait pas eu d'entente de paix négociée avec Israël. La

---

<sup>95</sup>Pierre Razoux, "Nouvelle donne au Proche-Orient?", extrait de *Revue Politique étrangère* 3 (Automne 2009), p. 663-675; <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2009-3-page-663.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Turquie veut la sécurité au Moyen-Orient mais Israël joue toujours les trouble-fêtes par des interventions musclées contre les Palestiniens. Les deux pays rivalisent indirectement pour la domination régionale mais, en réalité, c'est de la compétition. Toutefois, en mai 2010, un commando israélien a assailli une flottille turque, en mer, en direction de la Bande de Gaza pour raison humanitaire. Ce raid a fait 9 morts d'origine turque. Les relations diplomatiques et les initiatives de paix Israélo-Syriennes ont alors été complètement suspendues et n'ont jamais repris depuis. Même au pire des relations, comme c'est le cas actuellement, ils continuent de coopérer au niveau militaire, du renseignement et des intérêts stratégiques mutuels, comme la Syrie. La crise en Syrie a amené une instabilité dans la région, spécialement avec l'arrivée des combattants djihadistes qui se retrouvent parmi les forces de l'opposition au régime. L'Armée syrienne libre a tenté de rassurer la communauté internationale, mais les résultats sont mitigés. Israël a raison d'appréhender la venue de ces groupes extrémistes radicaux à la porte de leur pays. L'ennemi numéro un du djihad est Israël. Israël est préoccupé par la possibilité que ces groupes radicaux prennent part à la cause palestinienne dans la bande de Gaza une fois que le conflit en Syrie sera sous contrôle. Tandis que la Turquie appréhende une résurgence de la branche extrémiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Dans le cas de la Jordanie, la crise syrienne pourrait déstabiliser la monarchie en place depuis son indépendance en 1946 à cause de plusieurs facteurs. C'est le seul pays du Moyen-Orient qui n'a pas encore subi des vagues de protestation massives depuis le début du printemps arabe. Il y a eu des démonstrations répétées mais de petite envergure uniquement. Constatant les effets dans les autres pays en 2011, le Roi Abdullah II avait proposé certains changements à la constitution afin de démontrer des gestes concrets. Or, ce ne fut pas suffisant et les Frères musulmans essaient depuis quelques décennies d'unifier toutes les classes de la société pour demander de sérieux changements à la constitution et restaurer un État islamique en Jordanie. Plusieurs dirigeants étrangers ont essayé de convaincre le roi d'en faire plus, mais il a toujours été réticent. Maintenant, avec la crise en Syrie, il fait face plus que jamais à une possible crise sociale. L'État, comme dans tous les autres pays, subit des vagues constantes de réfugiés et ceci lui cause des préoccupations au niveau de la sécurité de son territoire. Avec une économie

chambranlante, les craintes sont que le mouvement de protestation des Frères musulmans réussisse à rassembler la population derrière eux et en vienne à généraliser les mouvements de protestation. Les gens ne veulent pas se débarrasser du roi, bien au contraire, mais exigent des changements. Ils veulent des changements réels à la constitution, des gouvernements élus, une lutte contre la corruption, etc. Avec les groupes djihadistes en Syrie, il se peut qu'ils essaient de changer le cours des choses en Jordanie et installer un gouvernement islamiste comme dans les autres pays arabes où il y a eu des élections libres. Finalement, avec une population palestinienne de 9 millions en Jordanie, jumelée aux mouvements des Frères musulmans et au mécontentement de la population, il se pourrait fort bien que la Jordanie subisse le même traitement que celle infligée aux autres pays musulmans, mais certainement pas comme en Syrie.

Finalement, le Liban, pays occupé par la Syrie jusqu'en 2006, a réussi à s'isoler de la Syrie et ce, malgré les problèmes économiques, sociaux et de sécurité. En fait, même le groupe islamiste Hezbollah a pris ses distances en apparence au début du printemps arabe. Toutefois, ce n'est plus le cas. À la demande de l'envoyé spécial des Nations Unies, Kofi Annan, le Président Al-Assad avait promis de rester à l'écart du Liban et, jusqu'à maintenant, le régime a respecté ses promesses. Le Hezbollah fait partie du gouvernement, il serait donc surprenant que la situation politique s'envenime. Cependant, comme dans tous les autres pays adjacents à la Syrie, le Liban subit, proportionnellement, un nombre assez élevé de réfugiés. Et à moins que le régime syrien n'en décide autrement, le Liban devrait être capable de minimiser les impacts de la crise syrienne. Un des scénarios plausibles pourrait résulter en une guerre civile avec plusieurs belligérants de différentes idéologies, en compétition pour prendre le pouvoir en Syrie. Ceci pourrait faire sombrer la Jordanie et le Liban dans un gouffre régional, étant, au préalable, très fragiles au niveau politique, social et économique. Une simple étincelle pourrait les faire basculer dans la guerre civile. Dans le cas d'Israël, ceci représenterait la plus grande menace à sa survie depuis sa formation en 1948. Trois des quatre pays adjacents à son territoire seraient aux prises avec une guerre civile où se nichent des groupes radicaux ayant possiblement accès à de l'armement en tout genre. Tandis que l'Égypte, aux prises avec ses propres problèmes internes, pourrait détourner le focus du pays vers cette opportunité de participer à la bataille décisive afin de se débarrasser une

fois pour toute de l'État d'Israël. Ceci réglerait la crise palestinienne, mais les autres conséquences seraient apocalyptiques. Certes, la communauté internationale n'aurait pas le choix d'unifier leur voix et d'abandonner leurs différences idéologiques avant même que ce scénario se produise. Une guerre multi-ethnique (religieuse et tribale), sans dénouement possible, ne serait point acceptée par le reste de la planète, sachant que l'instigateur de ce chaos est le régime Al-Assad, suivi de près par la Russie et la Chine, puis par les pays clés dirigeant la communauté internationale.

La violence, les allégations de crime contre l'humanité à l'endroit du régime Al-Assad et tout ce qui a trait à l'armement utilisé par le régime pour armer l'opposition, sont tous des sujets avec auxquels la communauté internationale doit faire face, la déstabilisent et la mettent dans l'embarras. Depuis 2011, la communauté internationale, par le biais du Conseil de sécurité des Nations Unies, est totalement divisée en deux camps où les positions de chacun sont à la fois claires et confuses. Les Nations Unies sont prises dans un bras de fer et ne réussissent pas à en arriver avec un projet de résolution auprès du Conseil de sécurité. L'occident, les États-Unis en tête, essaie de pousser la communauté internationale à prendre des actions concrètes pour stopper les violences faites à la population civile. Par exemple, dans les derniers six mois, les États-Unis et ses alliés ont mis beaucoup de pression pour créer une coalition uniforme (multi-ethnique). De plus, cette entité se doit d'être outillée et en mesure de contrer le régime Al-Assad tout en protégeant la population par la force et en se préparant pour prendre la relève une fois le régime parti. Depuis les tous débuts, l'objectif est d'avoir un gouvernement provisoire uni et compétent, prêt à saisir les rênes. Cela implique aussi la mise en place de réformes supportées par l'ensemble de la coalition afin de transiter progressivement vers une forme de démocratie. Ce sont tous des enseignements acquis des autres pays du Moyen-Orient qui ont déjà traversé cette étape au moins une fois. Toutefois, les États-Unis et ses alliés semblent incapables de canaliser leurs énergies sur les priorités les plus importantes et les plus urgentes pour aider à minimiser les effets de la crise. Étant donné l'impasse aux Nations Unies, le débat est toujours en cours pour ce qui est de concentrer les énergies sur la crise humanitaire en Syrie, sur le support logistique monstre aux réfugiés déplacés au sein des pays voisins et sur les options envisageables pour l'armement de l'Armée syrienne libre ou non. La population prise en



étau semblerait manquer de vivres essentiels à sa survie. Ensuite, le débat porte sur le déplacement de plusieurs centaines de milliers de réfugiés en Turquie, et particulièrement au Liban et en Jordanie, où la situation cause un stress énorme, au point où elle ampute la capacité logistique et financière de ces deux pays qui supportent un nombre en constante évolution. Finalement, le débat est toujours en cours sur la façon dont l'Armée syrienne libre et la Coalition du conseil devraient pouvoir contrer l'Armée du régime de manière décisive. En fait, il y a deux facteurs qui remettent en question l'intention des États-Unis et ses alliés d'armer la coalition : la présence de groupes islamistes radicaux au sein de la coalition syrienne et le soutien en armement de la Russie, de la Chine et de l'Iran.

Depuis un an, de nouveaux groupes islamiques, à majorité sunnites très radicaux, se sont associés à l'Armée syrienne libre pour combattre le régime Al-Assad. En mars 2013, le Commandant en chef de l'Armée syrienne libre, le Colonel Ryad Al-Assad, a confirmé leur présence et a rassuré la communauté internationale à l'effet qu'ils combattaient sous la bannière de l'Armée syrienne libre. Le Colonel n'a pas caché que certains de ces petits groupes affichaient ouvertement le fait qu'ils s'attendaient à voir la Syrie redevenir un pays islamiste plus fondamentaliste, ce qui va relativement à l'encontre des intentions de la Coalition. Les leçons apprises en Libye par certains pays occidentaux impliqués, indiquent qu'il faut être prudent au niveau de l'attribution des armes. Elles pourraient se retrouver dans les mains des groupes radicaux qui seraient susceptibles de s'en approprier et de les utiliser à leur guise s'ils n'étaient pas satisfaits avec la direction du gouvernement provisoire. De plus, étant l'ennemi juré d'Israël, ils pourraient les utiliser contre eux durant ou après les combats. En Libye, une quantité massive d'armement s'est soudainement vaporisée une fois les combats terminés. Une partie de ces armes aurait réapparue au Mali par le biais de groupes terroristes qui auraient transités dans la région du Sahel. L'administration Obama est donc en train de réfléchir sur la question malgré la prise de position claire du Sénateur McCain qui est en accord pour armer les rebelles de l'opposition<sup>96</sup>. Le deuxième facteur de préoccupation des États-Unis est le fait que la Russie et la Chine, qui font partie d'une association appelée BRICS, s'objecteront

---

<sup>96</sup>Marc Lynch, "The Arm the FSA' Bandwagon", extrait de *Foreign Policy*, 9 février 2012; [http://lynch.foreignpolicy.com.posts/2012/02/09/the\\_arm\\_the\\_fsa\\_bandwagon](http://lynch.foreignpolicy.com.posts/2012/02/09/the_arm_the_fsa_bandwagon); Internet; consulté le 17 février 2012.

catégoriquement à tout projet de résolution du Conseil de sécurité, à quelques exceptions près, visant à mettre toute la responsabilité des violences et de la guerre civile sur le régime Al-Assad<sup>97</sup>. Par conséquent, armer l'opposition serait inculper le régime de Bashar Al-Assad de tout crime et de toute responsabilité par la Chine et la Russie. La ferme opposition affichée par la Russie et la Chine est purement basée sur des intérêts économiques, idéologiques et politiques. En fait, il est difficile de croire que ces pays continuent de bloquer des projets de résolution alors qu'ils sont responsables de la survie de celui-ci en continuant de fournir de l'équipement militaire et des munitions au régime, alors qu'à chaque jour, il y a des pertes de vies, une crise humanitaire majeure, etc. Justifié ou non, il faut se rappeler que la Chine et la Russie ont été échaudées par les projets de résolution approuvés par le Conseil de sécurité lors de la crise en Libye. Les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies autorisaient spécifiquement l'OTAN à utiliser la force pour aller jusqu'à l'élimination du Colonel Kadhafi et de son régime. En fait, ces résolutions donnaient à l'OTAN le pouvoir d'utiliser la force dans le but de protéger la population libyenne contre les forces du Colonel Kadhafi. Les avis légaux de l'OTAN et de certains membres du Conseil de sécurité différaient sur l'interprétation de ces résolutions. La Chine et la Russie se sont senties trompées par l'OTAN et par conséquent, elles en ont pris note en vue du prochain conflit, peu de temps après celui de la Libye.

La militarisation de tout conflit peut s'avérer adéquate par moment mais elle est directement proportionnelle au niveau d'intensité de la violence qui se répercute, la majorité du temps, sur des innocents. Dans le cas de la Syrie, la militarisation du régime Al-Assad par la Russie, la Chine et l'Iran n'a que prolongé les violences envers la population et l'opposition armée. Une de ces conséquences est l'armement de l'opposition armée, qui reçoit à son tour de plus en plus d'armement par certains pays arabes et occidentaux, afin de faire le poids au régime et protéger la population. Les relations bilatérales Iran-Syrie sont complexes et ambiguës, mais la vraie raison d'être de

---

<sup>97</sup>Marc Lynch, "The UN fails Syria", extrait de *Foreign Policy*, 5 février 2012; [http://lynch.foreignpolicy.com.posts/2012/02/05/the\\_un\\_fails\\_syria](http://lynch.foreignpolicy.com.posts/2012/02/05/the_un_fails_syria); Internet; consulté le 15 février 2012.

cette relation particulière est en fonction d'Israël, leur ennemi commun<sup>98</sup>. La course aux armements semble bien être partie pour de bon. Quel que soit le dénouement suite à la période de réflexion à laquelle se prête l'administration américaine concernant l'approbation d'armer officiellement l'Armée syrienne libre, rien ne pourra modifier complètement l'issue du conflit. En 2011, la disproportion de la puissance de l'Armée du régime face aux opposants et les massacres perpétrés par le régime sur certains groupes ethniques et religieux ainsi que sur des enfants ont suscité l'attention de la communauté internationale<sup>99</sup>. Ces crimes, rapportés par les opposants du régime et confirmés par la suite par l'organisation non-gouvernementale "Human Rights Watch" n'ont fait que confirmer que le régime avait effectivement commis des crimes contre l'humanité et que le Président Al-Assad était passible d'être inculpé à la Cour criminelle internationale de La Haye. Plusieurs déserteurs de l'Armée du régime ont pu corroborer une portion des faits<sup>100</sup>.

Le régime Al-Assad est supporté militairement depuis le début du conflit. Depuis sa formation en 2011, l'Armée syrienne libre a réussi tant bien que mal à survivre puis à infliger des pertes à l'Armée du régime, au point que le contrôle du territoire syrien est partagé entre les deux belligérants. Les Américains et certains alliés n'ont pas décidé officiellement d'armer l'Armée syrienne libre, mais le Qatar et l'Arabie Saoudite ont emboîtés le pas dès les tous débuts. Pour être capable de faire face aux syriens, l'opposition doit résolument recevoir du financement ou du support de quelqu'un. Le jeu de la stratégie est à son maximum. Suite aux différents rapports du "Human Rights Watch" et au blocage complet au Conseil de sécurité, un bon nombre de pays ont envoyé du financement, de l'équipement et des renforts à l'Armée syrienne libre. Au niveau de l'éthique, plusieurs pays ne pouvaient laisser aller le régime Al-Assad, supporté par la Russie, la Chine et l'Iran, commettre des horreurs sans précédent afin de préserver son

---

<sup>98</sup>Trombetta, Lorebnzo, "Syrie-Iran, Aires partagées, ennemis différents", extrait de *Revue Outre-terre* 2, N° 28 (2011), p. 390; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-2-page-385.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

<sup>99</sup>Arielle Thedrel, "Syrie : des enfants servent de bouclier humain", extrait de *Le Figaro*, 12 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/12/01003-20120612ARTFIG00638-syrie-des-enfants-servent-de-bouclier-humain.php>; Internet consulté le 26 avril 2013.

<sup>100</sup>Delphine Minoui, "Syrie : HRW tire la sonnette d'alarme", extrait de *Le Figaro*, 11 novembre 2011; <http://blog.lefigaro.fr/iran/2011/11/syrie-hrw-tire-la-sonnette-dal.html>; Internet; consulté le 30 janvier 2012.

régime. Voyant le support russe au régime, les pays arabes du Golfe n'ont pas hésité à aller de l'avant pour supporter l'Armée syrienne libre. Depuis les débuts de 2012, la CIA a joué un rôle actif pour s'assurer que les armes fournies par certains pays du Golfe se rendent à la coalition et non aux quelques groupes Djihadistes présents<sup>101</sup>. Toutefois, il est vrai que les groupes Djihadistes sont mieux entraînés et mieux équipés, donc ils n'ont pas besoins de personne. Le succès de la CIA à accomplir cette tâche incommensurable a donné des résultats mitigés. Depuis août 2012, les forces spéciales américaines, assistées par leurs confrères britanniques et français, ont entraîné plusieurs milliers de forces d'opposition dans le nord de la Jordanie<sup>102</sup>. Pendant que les allemands font de la cueillette d'intelligence à partir de l'un de leur navire pour le compte de la Coalition syrienne, les américains fournissent directement aux rebelles plusieurs pièces d'équipement de défense (communications, vestes pare-balles, etc.). Depuis la formation officielle de la coalition syrienne, Washington a annoncé des investissements de plusieurs dizaines de millions de dollars au nouveau Président du Conseil. La France et la Grande-Bretagne ont annoncé de façon unilatérale et sans l'approbation de l'Union Européenne, la livraison de véhicules blindés, de la part des Britanniques, tandis que la France a fourni de l'équipement d'artillerie<sup>103 104</sup>. De plus, depuis l'été 2012, un bon nombre de groupes djihadistes ont joint l'Armée syrienne. Ces groupes extrémistes occupent de plus en plus de place sur le terrain car ils sont plus efficaces et mieux équipés face à l'Armée du régime. Sans surprise, leur participation au conflit est dans le but d'établir un

---

<sup>101</sup>Georges Malbrunot, "Comment la CIA contrôle la livraison d'armes aux rebelles", extrait de *Le Figaro*, 27 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/27/01003-20120627ARTFIG00675-des-armes-antichars-aux-rebelles-syriens.php>; Internet; consulté le : 26 avril 2013.

<sup>102</sup>Georges Malbrunot, "Des forces spéciales américaines entraînent des rebelles syriens en Jordanie", extrait de *Le Figaro*, 1 mars 2013; <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2013/03/des-forces-speciales-american.html&title=Des%20forces%20sp%C3%A9ciales%20am%C3%A9ricaines%20entra%C3%AEnt%20des%20rebelles%20syriens%20en%20Jordanie>; Internet; consulté le 26 avril 2013.

<sup>103</sup>John Irish, "France gives Syria "liberated zones" aid, mulls weapons", extrait de *Reuters*, 6 septembre 2012; <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://in.reuters.com/article/2012/09/05/syria-crisis-france-idINL6E8K5JGF20120905&title=France%20gives%20Syria%20%22liberated%20zones%22%20aid%20%20mulls%20weapons%20-%20source>; Internet; consulté le 26 avril 2013.

<sup>104</sup>Journal 24 Heures, "Londres fournira des véhicules blindés aux insurgés syriens", extrait de *24 Heures*, 6 mars 2013; <http://www.24heures.ch/monde/Londres-fournira-des-vehicules-blindes-aux-insurges-syriens/story/25182274>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

gouvernement islamique fondamentaliste. Le Commandant en chef de l'Armée syrienne libre ne voit pas leur arrivée comme une menace pour l'instant. Ce qui s'avèrerait totalement inacceptable serait de voir le régime Al-Assad profiter du support militaire et monétaire de la Russie, de la Chine et de l'Iran. Les confrontations démesurées entre le régime et l'opposition ont amené une nouvelle course aux armements, à un point tel que l'on pourrait possiblement voir une semi-Guerre froide entre les deux plus vieux et principaux adversaires, les États-Unis et la Russie. Depuis l'élection controversée du Président Putin en 2012, la Russie veut possiblement redorer son image d'ancienne superpuissance en testant sa technologie contre l'Occident ou tout simplement pour tenir tête à celle-ci face à son humiliation au Conseil de sécurité. Chose certaine, la rivalité entre les États-Unis et la Russie a repris de plus belle sur un plus petit échiquier, du moins, du côté moral<sup>105</sup>. Enfin, si les allégations récentes des États-Unis concernant l'utilisation d'armes chimiques du régime Al-Assad contre l'opposition se confirment, ceci compliquera l'issue du conflit. La militarisation de ce conflit, qui s'est fait jusqu'à maintenant par la porte arrière, ne fait que prouver qu'elle provoque une intensité grandissante du conflit. Si le régime Al-Assad a effectivement utilisé des armes chimiques, c'est qu'il est à la fin de son règne. Malheureusement, les États-Unis sont encore pointés du doigt suite aux allégations prétextant que Saddam Hussein possédait, hors de tout doute, des armes de destruction massive. Certes, ils ne veulent pas répéter les mêmes bavures qu'en 2003. Pour fins de transparence et de crédibilité, les États-Unis devraient confirmer les allégations avec la participation d'une tierce partie, sinon les Russes et les Chinois discréditeront les résultats. Le problème avec la participation de plusieurs groupes et pays contributeurs pour supporter l'opposition est que ces mêmes contributeurs voudront tous avoir une part du gâteau, soit par le biais d'opportunités d'investissement, d'accès aux ressources, d'échanges commerciaux et de technologies, etc. Il existe des centaines de raisons pour lesquelles un pays participe. Les agissements de la nature humaine sont dictés par les intérêts de son propre pays.

---

<sup>105</sup>Le Figaro, "Syrie : le ton monte entre Washington et Moscou", extrait de *Le Figaro*, 13 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/13/01003-20120613ARTFIG00662-syrie-le-ton-monte-entre-washington-et-moscou.php>; Internet; consulté le 26 avril; 2013.

Si les États-Unis et certains de ses alliés vont de l'avant avec la militarisation de l'Armée syrienne libre, il devrait y avoir un concept d'implantation pour ainsi permettre au Conseil de la coalition d'établir des objectifs à court, moyen et long terme. Le Conseil ne devrait pas recevoir de l'armement sophistiqué avant même que des objectifs stratégiques soient établis pour renverser le régime, ni après sa chute. Comme souligné par plusieurs experts, la mise en place d'un programme d'implantation pour en arriver à une militarisation permettrait d'identifier chaque candidat avec son pedigree et ainsi éviter d'entraîner des extrémistes tout en entraînant des individus selon un standard et de les équiper selon les besoins préétablis par le Conseil de la coalition. Le tout se ferait dans un Centre d'entraînement localisé dans l'un des pays voisins afin de garder les candidats dans un endroit sécuritaire avant d'aller au front. Le Conseil devrait absolument déterminer les orientations de l'entraînement basé sur des objectifs définis qui devraient permettre d'identifier les besoins immédiats face au conflit et, en particulier, regarder quels objectifs précis devraient être implantés dès la fin des hostilités et se poursuivre avec la période critique de transition. Tout devrait être décidé afin d'être prêt lorsque le régime s'effondrera. Ces objectifs pourraient être les suivants: protéger la population, rencontrer les objectifs politiques du président et mettre en place un plan de transition avec le gouvernement provisoire afin que l'Armée syrienne libre puisse prendre les actions attendues<sup>106</sup>. Cette méthode suggérée pour institutionnaliser le processus de militarisation semble logique. Elle prend en considération les besoins du pays pendant et après le conflit avant d'imposer des équipements aux pays hôtes qui ne pourraient pas nécessairement répondre aux besoins de l'opposition une fois la période de transition commencée. Ceci devrait aussi faciliter la prise en charge de l'État par la coalition durant la période de transition. Pour établir ce genre de processus, le temps, la crédibilité et l'expérience des membres du gouvernement de transition en exil sont trois facteurs qui assureraient le succès du programme. D'autant plus qu'un gouvernement provisoire doit, de surcroît, gérer la guerre, établir un programme de réformes économiques et politiques tout en gérant la crise lors de la chute du régime.

---

<sup>106</sup>Steven Heydermann, "Managing militarization in Syria", extrait de *Foreign Policy*, 22 février 2012; [http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2012/02/22/managing\\_militarization\\_in\\_syria](http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2012/02/22/managing_militarization_in_syria); Internet; consulté le 20 avril 2013.

Enfin, une des préoccupations la plus sensible et complexe dans un pays comme la Syrie est de comprendre la dynamique et le rôle des groupes ethnoculturels. En Syrie, il y a un peu plus de 10 pourcent de la population totale qui fait partie des minorités ethnoculturelles. Le reste de la population est représenté par la majorité sunnite. Le pouvoir du régime Al-Assad repose sur une minorité Chiite alaouite qui s'est accaparée de tous les privilèges dans le pays depuis 1970. Le Président Al-Assad bénéficiait, jusqu'à tout récemment, du soutien de toutes les minorités religieuses non musulmanes, notamment les Chrétiens, les Kurdes et les Turkmènes. Toutefois, ce soutien n'a pas toujours été garanti, spécialement de la part des kurdes. Ces minorités craignent l'arrivée au pouvoir de la majorité sunnite qui ferait basculer le pays dans une ère de vengeance. Cependant, avec la formation de la nouvelle Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, une majorité représentative des Frères musulmans a été élue au sein du Conseil. Toutefois, les têtes dirigeantes de la présidence et des ministères représentent la réalité ethnoculturelle.

Pour la minorité Alaouite de l'après-Assad, une interrogation est soulevée, à savoir comment les dirigeants du gouvernement provisoire traiteront ce groupe qui a été au pouvoir depuis plus de 40 ans tout en bénéficiant de nombreux avantages. Il ne faudrait pas se surprendre par le fait qu'il soit obligé de quitter la Syrie. L'histoire se répétera peut-être à nouveau, les Alaouites chiites ayant été persécutés à leur tour tout au long des siècles. Il serait surprenant de voir les sunnites les traiter autrement après 40 ans de régime sanglant. La seule solution pour survivre serait alors l'exil, spécialement pour ceux qui supportent encore le régime. Une portion de la minorité Alaouite chiite est déjà passée du côté de la coalition, n'étant pas d'accord avec les agissements du régime Al-Assad depuis 2011 et appréhendant les répercussions après la chute du régime. En ce qui a trait aux Chrétiens, ils ont toujours fait partie de la société syrienne. Le Président Al-Assad a tenté de conserver leur soutien mais la majorité est passée du côté de l'opposition étant donné qu'une portion d'entre eux avait fait de la prison au milieu des années 2000. Ils étaient emprisonnés pour avoir demandé que les réformes promises par le régime au début des années 2000 soient mises en place. Avant la guerre civile, les chrétiens occupaient des postes de cols blancs, avaient des entreprises et possédaient un niveau d'éducation plus élevé. Les Chrétiens sont déjà intégrés dans le gouvernement provisoire

mais ils se demandent s'ils pourront continuer à pratiquer leur religion librement ou s'ils seront marginalisés comme en Irak et en Égypte.

Toutefois, pour ce qui est des kurdes, l'histoire est différente. Étant originaires de l'Iran, ils ont été expulsés par le shah d'Iran, et par conséquent, ils sont toujours orphelins et minoritaires dans trois pays : la Syrie, la Turquie et l'Irak. Ils souhaitent un jour avoir leur propre pays, le Kurdistan, au même titre qu'Israël et les Palestiniens. En Syrie, ils ont été traités comme des citoyens de deuxième classe. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, ils ont été privés de leurs droits, de leur nationalité et de papiers officiels. Ils n'ont jamais pu acquérir leur citoyenneté syrienne et ont été mis à l'écart des systèmes d'éducation et de santé syriens et ils n'ont jamais pu obtenir un emploi au sein de l'appareil de l'État. Les Kurdes ont été protégés de façon sporadique par le régime Al-Assad au fil du temps. En fait, le régime Al-Assad les utilisait lorsque cela cadrait avec leurs intérêts. Le gouvernement n'a jamais adopté de mesures pour éliminer toute discrimination à leur égard. En fait, les noms des villages et des villes kurdes ont été changés par des noms arabes. La nouvelle Constitution approuvée par le Conseil du peuple en 1973 ne reconnaissait point la nationalité, la culture et la langue kurdes. Néanmoins, après le début du printemps arabe, le président ne voulait pas ouvrir un front additionnel dans le nord, alors il a entériné le traité reconnaissant la minorité Kurde et la partie nord du pays signé originalement en 2006. Or, ceci a permis à Bashar Al-Assad de retirer ses troupes pour instaurer une zone kurde au nord du pays. Toutefois, le traité de non-agression a pris fin brutalement vers la fin avril 2013 par des bombardements aériens du régime sur les territoires du nord de la Syrie. Les relations tumultueuses entre le régime et les Kurdes et entre ceux-ci et l'opposition ont clairement indiqué que les Kurdes n'appuieraient ni le régime, ni la Coalition. Ils appuieront uniquement celui qui leur redonnera leurs droits. En fait, un des deux partis politiques kurdes soit le parti de l'Union démocratique kurde, a rejeté la nouvelle coalition mise en place par l'opposition en novembre 2012. Ce parti prétend que cette coalition est beaucoup trop loyale vis-à-vis les volontés de la Turquie et du Qatar, ennemis de longue date des kurdes. Les Kurdes demeurent très divisés et imprévisibles car ils sont toujours en quête d'une identité. Il y a



un dilemme à l'intérieur de leur communauté : celui de prendre part à la Coalition du conseil ou celui de continuer à flirter avec l'espoir d'avoir un jour leur propre pays<sup>107</sup>.

Le poids des minorités ethnoculturelles a joué un rôle clé pour le régime. Ceci lui a permis de s'appuyer sur elles afin de maintenir sa légitimité pendant presque 40 ans. Bien entendu, le poids de ces minorités était directement proportionnel aux besoins du régime en temps opportun. La situation des kurdes en est un exemple flagrant en ce qui a trait aux manipulations du régime pour atteindre ses fins. Un fait demeure, l'ensemble des minorités ont une certaine peur face à l'après-Assad. Ils ont appuyé le régime pendant des années par peur d'être exterminés. En observant les autres pays comme l'Irak et l'Égypte, si la tendance se répète, il se peut que les minorités perdent certaines libertés et protections. Toutefois, le gouvernement provisoire semble avoir appris d'eux mais seul le temps saura le révéler.

Depuis le début du printemps arabe en 2011, la Syrie a essayé tant bien que mal de mater la révolte. Pays d'expérience dans le domaine de la répression, elle pensait que la révolte s'estomperait avec le temps. Elle croyait également qu'acheter du temps en utilisant des pays alliés pourrait retarder les sanctions et les actions de la communauté internationale. De son côté, la communauté internationale a été prise de court par le niveau de violence et d'insouciance face à sa population, spécialement ceux en bas âge. La situation géopolitique de la Syrie et la probabilité que ce conflit, qui a l'air d'une guerre civile, déborde au Liban, en Jordanie et peut-être en Irak, pourrait obliger la Turquie et Israël à s'impliquer pour une question de sécurité face à l'armement qui se trouve en Syrie. Les difficultés à en arriver à un projet de résolution au Conseil de sécurité des Nations Unies sont un fait connu. Toutefois, lorsqu'on observe des alliances entre les membres du Conseil de sécurité et le régime du pays en conflit qui surpassent la conscience éthique et que l'on constate que la population de tout âge se faire marteler de façon disproportionnée, il est raisonnable de se questionner sur la pertinence légale d'une résolution du conseil pour agir. La militarisation d'un conflit n'est certainement pas la meilleure solution. Cependant, si la militarisation se fait de façon clandestine pour pallier au bras de fer au sein du Conseil de sécurité, et fait cesser le carnage de victimes

---

<sup>107</sup>Lorenzo Trombetta, "Syrie-Iran, Aires partagées, ennemis différents", extrait de *Revue Outre-terre* 2, N° 28 (2011), p. 388; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-2-page-385.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

innocentes, alors pourquoi ne pas le reconnaître dès les tous débuts. Ceci permettrait de mieux structurer le processus afin qu'il donne les résultats escomptés durant le conflit, mais surtout en préparation de la période de transition post-conflit. Finalement, les groupes ethnoculturels de n'importe quel pays sont normalement les premiers à être mis à l'écart. Autrement, ils sont convoités pour des raisons très précises. Ceci fut souvent observé lors des élections au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde. En Syrie, sous un régime de répressions qui est sans merci, les minorités, afin de préserver leur propre survie, n'ont pas le choix de demeurer loyaux à l'autorité, ce qui est un moindre mal. Cependant, lorsque la transition sera débutée, leur survie dépendra de la nouvelle autorité. Le régime semble être toujours en place tout en étant aussi solide qu'au début du conflit. Raison de plus, la communauté internationale doit faire des efforts et se serrer les coudes pour parvenir à une vision commune raisonnable en mettant à l'avant-plan la population qui subit les contrecoups de la politique de l'égo. Ceci aidera à améliorer la situation de la population syrienne.

## CONCLUSION

Le but de ce projet de recherche était de démontrer que la Syrie ne pourra pas arriver à une démocratisation dès la fin des combats comme dans les autres pays arabes. Même si elle y arrivait, le gouvernement provisoire ne pourrait compléter le processus qu'après plusieurs années de dur labeur. Quelle que soit la forme de gouvernement qu'elle décidera d'implanter, elle ne réussira pas à parvenir à une démocratie à l'image de l'Occident. Il y a trop de facteurs qui jouent contre elle. En fait, la Syrie aura peut-être le temps, durant la longue période de transition, d'arriver à un système politique hybride entre les modèles Occidentaux, les systèmes politiques de ses voisins (Égypte, Tunisie, Turquie) et sa réalité. Cette réalité venant faire les trouble-fêtes, le gouvernement provisoire aura à gérer une multitude de problèmes majeurs que ses pays voisins n'ont pas eu à affronter. Pour en arriver à cette conclusion, dans un premier temps, il a été question de décrire les piliers du régime qui le supportent depuis 1970. Ensuite, la recherche s'est concentrée sur l'identification des principaux opposants au régime avec leurs problèmes et leurs enjeux. Finalement, le focus a été mis sur la situation actuelle en

Syrie. Il a été question de la réalité géopolitique, de la communauté internationale, de la portion militaire et pour conclure, de la préoccupation ethnoculturelle de la Syrie.

Pendant des décennies suite à son indépendance, la Syrie a été à la poursuite d'un monde meilleur et d'un bon équilibre entre le monde islamique, une forme de démocratie avec un système politique viable et une forte économie de marché à l'image de l'Occident. Lors de son arrivée au pouvoir par un coup d'État, le régime Al-Assad avait de bonnes intentions en mettant en place plusieurs réformes. Il voulait améliorer l'efficacité du gouvernement en étant présent à tous les niveaux de la société. Il a alors mis en place une nouvelle structure de gestion qui s'appuyait sur trois piliers qui sont le parti Baas, la gente militaire et l'appareil de l'État. Il a pris la peine de bien établir le partage des pouvoirs de chacun afin qu'il n'y ait pas de conflits de pouvoir tout en étant dépendants les uns des autres. Par la suite, il a élaboré un système parlementaire avec le Conseil du peuple, autorisé des partis à se former, tout en gardant le parti Baas maître du conseil. Ensuite, une nouvelle constitution fut approuvée par le Conseil du peuple, ce qui lui donna les pleins pouvoirs sur l'ensemble de la société. Or, il pouvait maintenant faire des nominations partisans et les mettre dans les positions clés de son choix. Un des pouvoirs qu'il a acquis avec la nouvelle constitution fut le droit de déclencher une guerre. Or, étant un partisan du nationalisme arabe, il s'implique dans les guerres de 1973 (Golan), de 1978 (Liban), etc. contre Israël. Avec des résultats mitigés, le Président est devenu de plus en plus radical. Son implication dans ces conflits lui a causé plus de tort que de bien car les mouvements de protestation ont commencé avec la montée en popularité des Frères musulmans. Dans les années qui ont suivies, de nombreux attentats commis par les Frères musulmans et les assassinats perpétrés par le régime ont propulsé la Syrie vers une répression sanglante à l'endroit de tous ceux qui s'y opposaient. À la demande du Président, les forces de sécurité prennent de l'expansion et espionnent plus que jamais les agences gouvernementales ainsi que la population. Avec les années, le système parlementaire est devenu de plus en plus inefficace, le parti Baas s'est transformé en une autre agence de sécurité à la disposition du Président Al-Assad et de son cercle d'amis. L'Armée et les forces de sécurité ont pris de l'ampleur étant donné le niveau d'instabilité et ce, jusqu'à la mort du président. La démocratie, sous le régime oppressif du Président Hafez Al-Assad, n'a donc pas vraiment évolué. En vérité, la

démocratie, le système politique et le respect des droits humains ont été entraînés vers la déchéance. Lors de l'arrivée de Bashar Al-Assad qui appartenait à la nouvelle génération, l'espoir est revenu. Durant les trois premières années à la barre, il a tenté de faire des changements en mettant le focus sur l'économie et sur l'éducation mais tout particulièrement, en effectuant un changement de garde de près de 60% des positions clés. Au niveau international, il a réussi à se rapprocher de ses voisins du Moyen – Orient, incluant l'Iran et le Hezbollah. Il a fait beaucoup d'efforts pour rencontrer des pays de l'ouest et des Amériques, de la Russie et de la Chine. Toutefois, son entourage a réussi, après quelques échecs internes, à le convaincre de revenir aux anciennes méthodes de son père car la survie du régime en dépendait. Or, durant les années qui ont suivies, la démocratie a continué de régresser et le parlement est devenu complètement inutile. L'économie s'est avérée plus désastreuse que jamais et les différents programmes gouvernementaux perdaient de l'attrait. Or, lors du déclenchement du printemps arabe, la Syrie n'avait pas connue de succès économique, le système parlementaire n'était plus un statut honorifique car il était complètement en arrêt, la gence militaire et les forces de sécurité continuaient à être répressifs. En prenant en considération les 39 ans du régime Al-Assad, ce fut un régime dictatorial entrecroisé d'initiatives qui n'ont pas donné les résultats escomptés auprès de la population qui s'attendait à ce qu'elles raffermissent les bases du régime.

Lors du déclenchement du printemps arabe, le régime Al-Assad a très mal réagi en utilisant une force disproportionnelle pour mater les protestations. Cette méthode fonctionnait dans le passé mais pour des foules beaucoup moins grandes et localisées à un ou deux endroits, mais rarement simultanément. Les horreurs de la violence sur la population, le nombre élevé d'emprisonnements et de détenus, les quantités indéterminées de disparus, tous ces événements ont contribué à attirer la communauté internationale grâce aux réseaux sociaux et aux réseaux de télévision étrangère entrés dans le pays à l'insu du régime. En fait, le « Human Rights Watch » a pu rapporter et confirmer les violences faites aux femmes, aux enfants, aux combattants du régime ou de l'opposition, et la crise humanitaire que la population subie. La destruction de quartiers entiers dans les villes satellites de la Syrie et le déplacement de centaines de milliers de réfugiés vers les pays avoisinants ont causé une répugnance à l'égard du régime partout

dans le monde. Les dommages collatéraux infligés aux écoles et aux hôpitaux, le manque de nourriture et d'eau potable sont tous des inconvénients que les gens subissent pendant que certains membres du Conseil de sécurité bloquent des résolutions proposées.

La communauté internationale, la Ligue arabe et le Conseil de sécurité des Nations Unies ont tenté de trouver des solutions, du moins pour certains membres, mais les résultats ont été décevants. Les débats de principes et d'idéologie ont remplacé les débats sur l'aide humanitaire requise pour aider le peuple. Étant impuissants devant l'inefficacité de ces organismes internationaux, les pays du Golfe, de l'OTAN et des amis du peuple de la Syrie ont dû prendre les grands moyens. Ils ont fait des dons de plusieurs dizaines de millions de dollars aux différentes Organisations non-gouvernementales, à la Croix-Rouge et à l'opposition syrienne. De plus, ces mêmes pays ont fourni un cadre logistique, et ont amené de l'équipement et de l'armement aux troupes de l'opposition syrienne. Ces actions ont permis au peuple et aux combattants syriens de voir un certain espoir renaître. Avec les événements des deux dernières années, le débat devra continuer pour résoudre le système de résolutions des Nations Unies car ce genre d'ingérence paralyse les actions et le support sur le terrain où les crises ont lieu.

Jusqu'à maintenant, l'Armée syrienne libre a accompli son travail de protection auprès de la population et a infligé des pertes aux troupes du régime Al-Assad. La raison de son succès est en partie occasionnée par le support de certains pays au niveau de l'armement. De plus, le fait qu'un bon nombre de combattants aient déserté et que des troupes djihadistes bien entraînées et équipées ont joint les rangs, l'opposition est désormais en bonne posture pour tenir tête au régime. L'uniformité de l'Armée syrienne libre ne semble pas être un problème en ce moment, mais si les troupes du régime reçoivent de l'équipement sophistiqué ou des soldats additionnels, ceci pourrait mettre davantage de pression sur l'opposition. L'Armée syrienne libre a un manque flagrant d'uniformité au niveau de l'entraînement, de la cohésion organisationnelle et de l'équipement militaire. De plus, cette force d'opposition n'a pas la capacité d'occuper et de veiller à la sécurité de l'ensemble du pays, spécialement durant la période de transition : un point majeur du succès vers la démocratie.

Pour ce qui est de la Coalition nationale des forces de l'opposition, elle vient d'être rebaptisée, mais le problème fondamental est que l'opposition est incapable de

devenir unie et cohésive. Ceci est typique des coalitions formées à la hâte sans qu'il y ait eu de grands débats et de grands travaux effectués sur l'après-Assad. Si le régime tombe dans un an, la Coalition aura amplement de temps pour travailler sur les projets de constitution, de parlement, d'élection, de l'Armée, de la sécurité, des finances, etc. Toutefois, si le régime tombe dans les prochains mois, le manque de préparation et d'expérience créeront un vide auquel les extrémistes ou tout autre opportuniste aura accès. La majorité des membres élus du conseil n'a pas siégé dans un Conseil du peuple. Pour ceux qui y ont siégé, le Conseil du peuple n'a jamais vraiment été utilisé à bon escient depuis son établissement en 1972 ce qui n'est pas rassurant en temps de crise. Bien entendu, des aviseurs seront disponibles. Mais en période de transition et de crise, les aviseurs ne prennent aucune décision et ne gèrent pas les problèmes. Ceci est l'autre maillon faible de la chaîne car la coalition fera face à un plus grand nombre de problèmes et, en les comparant avec ceux de l'Égypte et de la Tunisie, on constatera que ces problèmes sont beaucoup plus profonds que lorsque ces pays sont passés par cette phase de transition. De plus, le Conseil devra prendre en considération la méfiance de la population envers les institutions du gouvernement après avoir vécu des moments d'horreur durant les années de la guerre civile et les 40 ans du régime Al-Assad. C'est un aspect qui aura des répercussions pendant plusieurs années.

En résumé, ce conflit a été éprouvant jusqu'à aujourd'hui et la fin ne semble pas être arrivée. Mais le peuple et les combattants auront vécu des événements dont on n'aurait plus songé qu'ils soient encore possibles en 2013, comme des dizaines de milliers de morts, plusieurs centaines de milliers de réfugiés, sans compter les disparus, etc. Le gouvernement provisoire n'est pas outillé pour gérer l'ensemble de l'après-Assad. Le problème est que la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution vient tout juste de prendre forme. Il n'a pas la profondeur et la cohésion exigées pour faire face à une myriade de problèmes, de constats, de découvertes. De plus, beaucoup de questions complexes et profondes n'ont pas encore été discutées advenant le moment où le régime sera tombé, par exemple, les revendications territoriales possibles des Kurdes, la gestion des discordes entre les différentes minorités et majorités, la mise en place des réformes, etc. Toutefois, la communauté internationale ne peut pas se permettre de ne pas avoir un gouvernement provisoire en place car ceci ne ferait

qu'envenimer le Proche-Orient et ouvrirait la porte aux opportunistes. Pour ce qui est de l'Armée syrienne libre, sa structure actuelle, son entraînement et l'armement ne lui permettraient pas de soutenir les besoins du Conseil de Coalition nationale des forces de l'opposition lors de la période de transition. L'Armée de la coalition ne pourrait pas occuper l'ensemble du territoire dès la chute du régime. La seule façon serait par le biais d'un programme de recrutement national comme mentionné au chapitre 3 ou d'enrôler les anciens soldats du régime. Le succès de la transition dépendra du support de la communauté internationale, en espérant que le Conseil de sécurité des Nations Unies sera concentré sur le bien-être du peuple syrien. Enfin, la population syrienne aura passé à travers une crise infernale qui aura duré 40 ans. Le niveau de méfiance, les problèmes sociaux résultants des violences atroces, jumelés avec le retour des réfugiés et les découvertes de charnières sont tous des défis que les autorités et la population syrienne devront surmonter. Le gouvernement provisoire de la Syrie ne devrait pas aller de l'avant et tenter d'initier, en peu de temps, la mise en place des premières étapes pour établir une démocratie. Au contraire, étant donné la sévérité du conflit et la complexité des nombreuses questions sans réponses, aucune élection ne devrait avoir lieu avant une période allant jusqu'à cinq ans. Naturellement, les groupes de travail pourraient commencer le plus tôt possible. Cette période permettrait d'établir le type de régime politique dont la Syrie veut se doter, de rédiger une nouvelle constitution, de séparer les pouvoirs exécutifs, législatifs, judiciaires, etc. Ensuite, il faudrait examiner l'économie, le projet social, poursuivre les anciens dirigeants, etc. Ceci serait la seule façon d'arriver à une démocratie bien établie dans un pays où la démocratie n'a jamais existée. Toutefois, pour mettre de l'avant cette proposition, il faut que le conflit se termine.

Au point où le conflit est rendu, ce régime ne peut plus continuer de diriger la Syrie, étant arrivé à un point de non-retour. Le Président doit quitter avant que les violences sectorielles, et en particulier, les branches extrémistes s'emparent du pouvoir. La cour criminelle internationale de La Haye étudie le dossier de la Syrie et attend la fin du conflit pour amener le Président Bashar Al-Assad et les responsables au sein de son régime en justice. Un fait demeure, il y a de fortes chances pour que la chute du régime se fasse sous le signe de la violence, mais la majorité du peuple syrien cherche tout simplement à revenir au calme et à la sérénité. Souhaitons-leur cette paix.

## BIBLIOGRAPHIE

BBC News. “Middle-East, Bashar al-Assad's inner circle”, extrait de *BBC*, 30 juillet 2012; <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-13216195>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

Blanche, Fabrice. “Les municipalités dans la Syrie Baathiste : Déconcentration administrative et contrôle politique”, extrait de *Revue Tiers Monde* 1, N° 193 (2008), p. 169-187; <http://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2008-1-page-169.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Blanche, Fabrice. “Géographie de la révolte syrienne”, extrait de *Revue Outre-Terre* 3, N° 29 (2011), p. 437-458; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-3-page-437.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Berthelot, Pierre. “Le Golan : statu quo ou restitution?”, extrait de *Revue Politique étrangère* 3 (Automne 2010), p. 647-658; <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2010-3-page-647.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Cahen, Judith. “La politique syrienne de la France, de Jacques Chirac à Nicolas Sarkozy”, extrait de *Revue Politique étrangère* 1 (Printemps 2009), p. 177-188; <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2009-1-page-177.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Youngblood Coleman, Denise. “Syria Defence & Security Report”, extrait de *CountryWatch* 3, N° 3 (2011), p. 1-107; <http://web.ebscohost.com/ehost/results?sid=07e49cc8-638c-4852-a179-333c302ea965%4.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Carré, Olivier, et Michaud, Gérard. *Les Frères musulmans : Égypte et Syrie (1928–1982)*, Paris: Gallimard, 1983.

Cobban, Helena. *Syria and the peace : a good chance missed*, Carlisle : Strategic Studies Institute, 1997.

Corbucci, Théo. “Ankara menace Damas après un nouvel incident aérien”, extrait de *Le Figaro*, 25 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/25/01003-20120625ARTFIG00581-des-hauts-grades-desertent-la-syrie-pour-aller-en-turquie.php>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

Corbucci, Théo. “Les relations ambivalentes entre la Turquie et la Syrie”, extrait de *Le Figaro*, 26 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/26/01003-20120626ARTFIG00673-les-relations-ambivalentes-entre-la-turquie-et-la-syrie.php>; Internet; consulté le 25 avril 2013.



Irish, John. “France gives Syria "liberated zones" aid, mulls weapons”, extrait de *Reuters*, 6 septembre 2012; <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://in.reuters.com/article/2012/09/05/syria-crisis-france-idINL6E8K5JGF20120905&title=France%20gives%20Syria%20%22liberated%20zones%22%20aid%2C%20mulls%20weapons%20-%20source>; Internet; consulté le 26 avril 2013.

Journal 24 Heures. “Londres fournira des véhicules blindés aux insurgés syriens”, extrait de *24 Heures*, 6 mars 2013; <http://www.24heures.ch/monde/Londres-fournira-des-vehicules-blindes-aux-insurges-syriens/story/25182274>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

Heydermann, Steven. “Managing militarization in Syria”, extrait de *Foreign Policy*, 22 février 2012; [http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2012/02/22/managing\\_militarization\\_in\\_syria](http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2012/02/22/managing_militarization_in_syria); Internet; consulté le 20 avril 2013.

Hinnebusch, Raymond A. *Authoritarian Power and State Formation in Ba’thist Syria*. Boulder, San Francisco and Oxford : Westview Press, 1990.

Kéfi, Ridha. “Damas liquide les Frères musulmans”, extrait de *Jeune Afrique*, 2 février 2004; <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN01024damassnamlu0/Actualite-Afrique--damas-liquide-les-freres-musulmans.html&title=Damas%20liquide%20les%20Fr%C3%A8res%20musulmans>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

Landis, Joshua. “Chapitre 7. La Syrie et la Guerre de Palestine : en guerre contre le plan de grande Syrie du roi Abdallah”, extrait de *Autrement Mémoire/Histoire* (2002), p. 179-211; <http://www.cairn.info/1948-la-guerre-de-palestine---page-179.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Lavoix, Valérie. “Femmes, pouvoir et voile en Syrie”, extrait de *Revue Hérodote* 1, N° 136 (2010), p. 100-120; <http://www.cairn.info/revue-herodote-2010-1-page-100.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Lawson, Fred H. “Syria’s Intervention in the Lebanese Civil War, 1976 : A Domestic Conflict Explanation”, extrait de *International Organization* 38, N° 3 (Summer, 1984), p. 451-480; <http://www.jstor.org/stable/2706467>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Le Figaro. “Syrie : le ton monte entre Washington et Moscou”, extrait de *Le Figaro*, 13 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/13/01003-20120613ARTFIG00662-syrie-le-ton-monte-entre-washington-et-moscou.php>; Internet; consulté le 26 avril; 2013.

Lynch, Marc. “The UN fails Syria”, extrait de *Foreign Policy*, 5 février 2012; [http://lynch.foreignpolicy.com.posts/2012/02/05/the\\_un\\_fails\\_syria](http://lynch.foreignpolicy.com.posts/2012/02/05/the_un_fails_syria); Internet; consulté le 15 février 2012.

Lynch, Marc. “The Arm the FSA’ Bandwagon”, extrait de *Foreign Policy*, 9 février 2012; [http://lynch.foreignpolicy.com.posts/2012/02/09/the\\_arm\\_the\\_fsa\\_bandwagon](http://lynch.foreignpolicy.com.posts/2012/02/09/the_arm_the_fsa_bandwagon); Internet; consulté le 17 février 2012.

Lynch, Mark. *Arab Uprising The Syria Crisis*, George Washington University: Washington, 2012.

Malbrunot, Georges. “Comment la CIA contrôle la livraison d'armes aux rebelles”, extrait de *Le Figaro*, 27 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/27/01003-20120627ARTFIG00675-des-armes-antichars-aux-rebelles-syriens.php>; Internet; consulté le : 26 avril 2013.

Malbrunot, Georges. “Syrie : la menace salafo-djihadiste enfin reconnue”, extrait de *Le Figaro*, 19 novembre 2012 ; <http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2012/11/syrie-la-menace-salafo-djihadi.html>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

Malbrunot, Georges. “Après Assad: l'opposition veut-elle rééditer le scénario irakien ? ”, extrait de *Le Figaro*, 26 novembre 2012 ; <http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2012/11/apres-assad-le-scenario-irakie.html>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

Malbrunot, Georges. “Des forces spéciales américaines entraînent des rebelles syriens en Jordanie”, extrait de *Le Figaro*, 1 mars 2013; <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://blog.lefigaro.fr/malbrunot/2013/03/des-forces-speciales-america.html&title=Des%20forces%20sp%C3%A9ciales%20am%C3%A9ricaines%20entra%C3%AEnent%20des%20rebelles%20syriens%20en%20Jordanie>; Internet; consulté le 26 avril 2013.

Mikaïl, Barah. “Une statut enviable, ou une sérénité simulée?”, extrait de *Revue Confluences Méditerranée* 3, N° 66 (2008), p. 45-58; <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2008-3-page-45.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Mikaïl, Barah. “Syrie Bouleversements accélérés”, extrait de *Revue Confluences Méditerranée* 4, N° 67 (2008), p. 61-67; <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2008-4-page-61.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Minoui, Delphine. “HRW tire la sonnette d’alarme”, extrait de *Le Figaro*, 11 novembre 2011; <http://blog.lefigaro.fr/iran/2011/11/syrie-hrw-tire-la-sonnette-dal.html>; Internet; consulté le 30 janvier 2012.

Nicolle, David. *Yarmuk, 636AD: the Muslim conquest of Syria*, London : Osprey Military, 1994.

Nyrop, Richard F. *Syria, a country study*, Washington : The American University, 1979.

Parisi, Maura. “L’Iran en Syrie : images et mirages”, extrait de *Revue Outre-terre* 2, N° 28 (2011), p. 397-411; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-2-page-397.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Perthes, Volker. *Syria under Bashar al-Assad: Modernisation and the Limits of Change*, New York : Oxford University Press, 2004.

Picard, Elizabeth. “Syrie : La coalition autoritaire fait de la résistance”, extrait de *Revue Politique étrangère* 5 (Hiver 2005), p. 755-768; <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2005-4-page-755.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Picard, Elizabeth. “L’ombre portée des ambitions syriennes”, extrait de *La Découverte Cahier libres* (2007), p. 206-212; <http://www.cairn.info/liban-une-guerre---page-206.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Scaini, Maurizio. “La révolution syrienne : équilibres internes et implications géopolitiques”, extrait de *Revue Outre-Terre* 3, N° 29 (2011), p. 417-424; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-3-page-417.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Razoux, Pierre. “Israël frappe la Syrie : un raid mystérieux”, extrait de *Revue Politique étrangère* 1 (Printemps 2008), p. 9-22; <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2008-1-page-9.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Razoux, Pierre. “Nouvelle donne au Proche-Orient? ”, extrait de *Revue Politique étrangère* 3 (Automne 2009), p. 663-675; <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2009-3-page-663.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Rubin, Barry M. *The truth about Syria*, New York : Palgrave Macmillan, 2007.

Thedrel, Arielle, “Syrie : des enfants servent de bouclier humain”, extrait de *Le Figaro*, 12 juin 2012; <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/12/01003-20120612ARTFIG00638-syrie-des-enfants-servent-de-bouclier-humain.php>; Internet; consulté le 26 avril 2013.

Trombetta, Lorenzo. “Syrie-Iran, Aires partagées, ennemis différents”, extrait de *Revue Outre-terre* 2, N° 28 (2011), p. 385-396; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-2-page-385.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Trombetta, Lorenzo. “Syrie : La fin avant la fin”, extrait de *Revue Outre-terre* 3, N° 29 (2011), p. 425-435; <http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2011-3-page-425.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Vulin, Vincent. “Récit d’une lutte d’influence”, extrait de *Revue Confluences Méditerranée* 1, N° 64 (2008), p. 51-59; <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2008-1-page-51.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011.

Wikipédia. “National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition forces”, [http://en.wikipedia.org/wiki/National\\_Coalition\\_for\\_Syrian\\_Revolutionary\\_and\\_Opposition\\_Forces](http://en.wikipedia.org/wiki/National_Coalition_for_Syrian_Revolutionary_and_Opposition_Forces); Internet; consulté le 19 avril 2013.

Wikipedia. “Frères musulmans”, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fr%C3%A8res\\_musulmans](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fr%C3%A8res_musulmans); Internet; consulté le 25 avril 2013.

Yacoub Oweis, Khaled. “Syria's Muslim Brotherhood rise from the ashes”, extrait de *Reuters*, 6 mai 2012; <http://www.reuters.com/article/2012/05/06/us-syria-brotherhood-idUSBRE84504R20120506>; Internet; consulté le 25 avril 2013.

Youngblood Coleman, Denise. “Syria Defence & Security Report”, extrait de *CountryWatch* 3, N° 3 (Fall 2011), p. 1-107; <http://web.ebscohost.com/ehost/results?sid=07e49cc8-638c-4852-a179-333c302ea965%4.htm>; Internet; consulté le 21 décembre 2011

Ziadeh, Radwan. *Power and policy in Syria : intelligence servicers, foreign relations and democracy in the modern Middle East*, London : Tauris and Co., 2011.